RCS : NANTERRE
Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 03659
Numéro SIREN : 719 807 406
Nom ou dénomination : FRANFINANCE

Ce dépôt a été enregistré le 02/07/2018 sous le numéro de dépôt 18520

FRANFINANCE

S.A. au capital de 31 357 776 €
Siège social : 57-59 avenue de Chatou - 92500 RUEIL-MALMAISON
719 807 406 R.C.S. NANTERRE

RAPPORT DE GESTION
Exercice 2017

1 . L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE POUR LES ENTREPRISES

Franfinance intervient auprès des entreprises pour répondre à leurs besoins de financement.

Le contexte économique

En 2017, la courbe de variations trimestrielle du PIB devient plus régulière : +0,5% à +0,6% par trimestre. La somme annuelle de ces variations conduit à une progression de 1,9%, en forte croissance par rapport à celle de l'année précédente (+1,1%), et nettement au dessus des prévisions de début d'année qui étaient de 1,3% à 1,5%.

Les prévisions 2018 sont stables et oscillent entre 1,7% et 1,8%, selon différentes sources (INSEE, FMI, OCDE).

A. Le transport

Le marché du Véhicule Industriel (VI) s'intègre au redressement constaté sur les indicateurs majeurs de l'économie française. Ce constat a également été fait à l'issue de Solutrans (Salon International du Transport Routier et Urbain qui a eu lieu en Novembre 2017) qui a été unanimement reconnu comme une réussite, tant en termes de fréquentation que de contenu. L'ensemble des sujets de fond a été traité pendant cet événement dans un contexte de reprise qui permet d'aborder plus facilement les sujets disruptifs.

La digitalisation des marchés se confirme, les outils de connectivité sont devenus incontournables et les nouvelles énergies montent en puissance avec l'émergence du Gaz Naturel pour les Véhicules (GNV).
La grande nouveauté concerne le passage des poids lourds vers le mode électrique, à moyen terme.

Le monde du transport évolue encore et toujours dans un cadre riche et complexe. Il lui faut assimiler tout à la fois :
- une pression concurrentielle européenne non maîtrisée malgré une santé financière en progrès sensible,
- la montée en puissance des promesses de véhicules autonomes au moment où le manque de chauffeurs devient problématique

- des évolutions notables dans les outils d'informatiques embarquées.

Au-delà de cette complexité, 2017 se clôture par un troisième exercice de croissance sur le marché du VI.
2018 s'amorce dans un contexte favorable susceptible de confirmer un vrai retour à une meilleure fortune.

On comptera notamment sur le renfort attendu du marché BTP tiré par le projet du Grand Paris.

IMMATRICULATIONS À NOV. 2017

Total	Tracteurs	Porteurs
46 097	25 261	20 836
+ 6,9 %	+ 2,5 %	12,9 %

Après une belle année 2016 en matière d'immatriculations de VI de plus de 5 tonnes avec plus de 47 000 unités, 2017 se révèle meilleure. En novembre, les enregistrements d'immatriculations sont en hausse de 6,9% à plus de 46 000 unités ce qui devrait permettre d'atteindre 50 000 unités en fin d'année.
Le marché des porteurs est le plus dynamique avec une hausse de + 12,9% après une augmentation de + 20,8% en 2016 (avec plus de 20 000 immatriculations sur onze mois), ce qui constitue la meilleure performance depuis 2008.
Les immatriculations de tracteurs n'augmentent que modérément (+ 2,5 %) mais sur une base déjà élevée en 2015 et 2016 et avec un niveau de ventes très conséquent dépassant les 25 000 unités.
La progression du nombre d'immatriculations de VI d'occasion suit celle des VI neufs avec + 5,8% en 2017. Depuis 2014, la hausse s'établit à + 15,0% par an.



FOCUS Véhicules Utilitaires Légers (VUL)

Nous observons pour la quatrième année consécutive une progression des ventes de Véhicules Utilitaires Légers neufs chez les distributeurs de VI avec une accélération des ventes de 11 % (10 % en 2016, de 5 % en 2015 et de 4 % en 2014). Les prix se sont stabilisés avec une variation de - 0,1 %. Les délais de livraison des constructeurs ont fortement augmenté sous la pression de la hausse des ventes et sont passés de 65 jours en 2016 à 104 jours l'an passé.

PROJECTIONS

Les marchés d'équipements (VI, TP…) ont su trouver des relais de croissance depuis deux ans, alors que l'environnement économique était incertain. On est en droit d'attendre dorénavant un relai d'activité centré sur un niveau de croissance enfin solide.

Les experts de l'Observatoire des véhicules industriels (OVI) envisagent pour 2018 une stabilité du marché, ce qui permettrait de consolider la phase de redressement entamée il y a trois ans. Le marché devrait se rééquilibrer avec des achats de tracteurs qui pourraient baisser légèrement, partant toutefois d'une base 2017 très forte. Le marché du porteur devrait croître de nouveau grâce notamment à la reprise du BTP, marché qui recèle un fort potentiel d'achat à moyen terme, au rythme entre autre des grands travaux, et plus particulièrement le projet du Grand Paris.

	2017 (E)	VAR / 2016	2018 (PRÉVISIONS)	VAR / 2017
TRACTEURS	27 600	+ 2 %	26 000	- 5 %
PORTEURS	22 800	+ 11 %	23 700	+ 5 %
TOTAL	50 400	+ 6 %	49 700	- 0.8 %

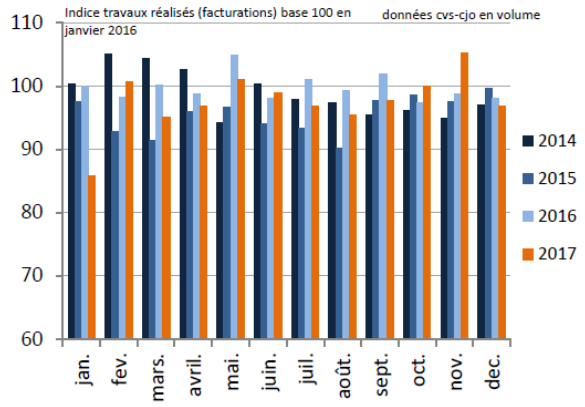
Source : Observatoire du véhicule Industriel (OVI) 2017

B. Le BTP

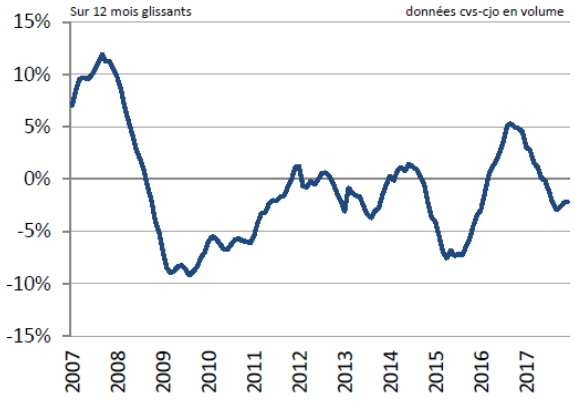
Le redressement de l'activité se consolide : L'activité des Travaux Publics (TP) a connu une fragile stabilité sur les neuf premiers mois de 2017.
En revanche, l'activité a été meilleure, beaucoup plus positive sur le plan des prises de commandes avec un effet « Grand Paris ». De la même façon, on note la progression des appels d'offres des marchés publics qui sont un bon indicateur pour l'activité des prochains mois. Cet ensemble de signaux positifs conduit la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP) à maintenir une prévision de progression du chiffre d'affaires du secteur à +2,5 % en 2017, soit un chiffre d'affaires de 36,6 Md€ en France.

La reprise présente encore des faiblesses (forte saisonnalité et disparités) mais elle devrait se consolider en 2018 (+4% en valeur selon les prévisions de la FNTP).

Depuis 4 ans



Depuis 10 ans



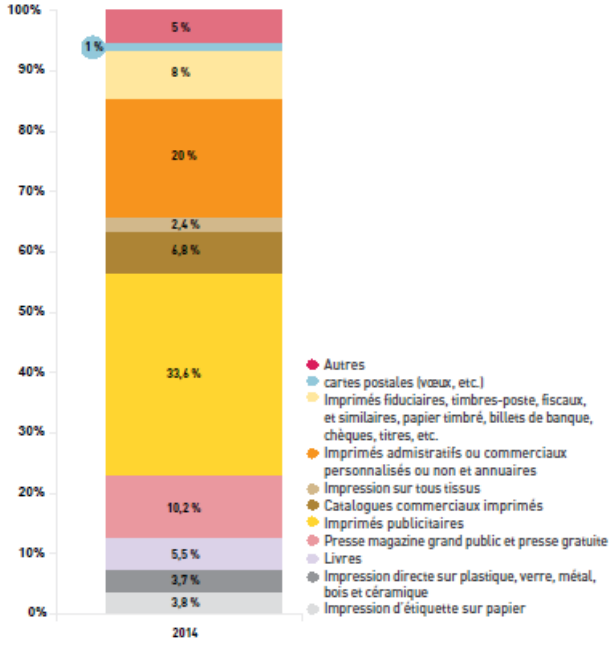
Cette dynamique de reprise engagée bénéficie à plein aux fournisseurs de matériel. Le chiffre d'affaires a observé une croissance à deux chiffres dans la vente de matériel de chantier (23% sur un an) et une progression toujours robuste dans la location (7%).

Source : Bulletin de conjoncture mensuelle de décembre 2017 – FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics)

C. Equipements industriels et arts graphiques

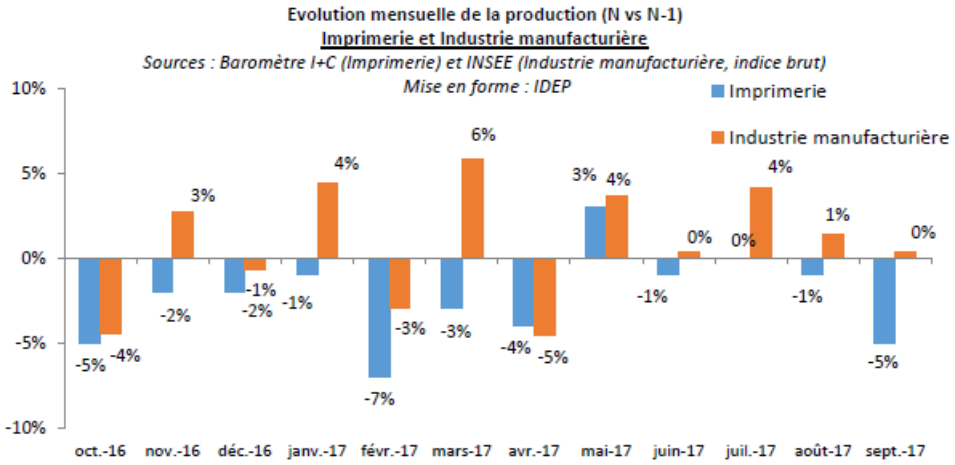
Les industries graphiques (en général) et l'imprimerie (en particulier) interviennent sur des secteurs d'activités très diversifiés : Imprimés publicitaires, documents administratifs et commerciaux, catalogues, brochures, périodiques, livres, presse magazine…

Zoom: le poids des différents marchés
Répartition du chiffre d'affaires de l'imprimerie de labeur par marché (%)
***Source** • INSEE EAP 2014, mise en forme : IDEP*



En volume comme en chiffre d'affaires, le marché des imprimés publicitaires est le plus important. Si elle ne représente que 10% du chiffre d'affaires, la presse magazine compte néanmoins pour environ un tiers des volumes produits.

L'imprimerie de labeur reste la principale composante de l'industrie graphique. Elle couvre 80% de l'emploi et l'essentiel du chiffre d'affaires total du marché de l'imprimerie.
Selon l'Observatoire des marchés (Institut de développement et d'expertise du plurimédia (IDEP)), la production globale d'imprimés a baissé d'environ 2% durant les 3 premiers trimestres de l'année 2017, par rapport à la même période en 2016.
A la même période, la production industrielle manufacturière s'est redressée d'environ 1,4%.



Par marché, en cumulé, seuls les catalogues (+0,2%) et les imprimés administratifs et commerciaux non personnalisés, qui bénéficient des élections (+1,8%), affichent une hausse de leur production par rapport à la même période, l'année précédente.

	Evolution T3 2017 vs T3 2016		Tendance annuelle
	Production	Facturation	Production
Livres	-1,3%	0%	-0,7%
Périodiques	-2,3%	-2,7%	-1,9%
Dont Hebdomadaires	-4%	-3,5%	-4,2%
Catalogues	0,2%	0,7%	-1,4%
Imprimés publicitaires adressés	-4%	-3%	-2%
Imp.pub. non adressés	-2,9%	-2%	-4,2%
Imprimés de gestion personnalisés	-2,7%	-3,2%	-3,3%
Imp. adm. et com. non personnalisés	1,8%	1,7%	0,8%
Global imprimerie	**-2%**	**-1,7%**	**-2,2%**

Source : IDEP – Lettre économique n°45 - janvier 2018

D. La Manutention

Le redressement des principaux secteurs clients et l'accélération des échanges extérieurs ont entretenu la demande de matériel de manutention en 2017 : le chiffre d'affaires des fournisseurs a progressé de 6% sur un an, ce qui traduit un niveau d'activité soutenu étant donné le remarquable accroissement au troisième trimestre 2016 (11%).

Chiffre d'affaires au T3 2017 - Variation annuelle

Distribution : +23%
Location : +7%
Manutention : +6%
Levage : n/a*

Fenwick Linde, notre principal partenaire sur ce marché reste n°1 de la manutention en France avec 152.000 chariots en parc et une part de marché de 28,5% Ce résultat est essentiellement dû à la progression des chariots de magasinage au détriment des chariots frontaux.

** En raison du faible nombre de participants ce trimestre, les résultats de l'enquête ne peuvent être fournis pour la profession « Levage »*

Source : DLR – Fédération Nationale des Distributeurs, Loueurs et Réparateurs – Communiqué de Presse Novembre 2017

E. Le marché de l'informatique / bureautique

Au quatrième trimestre 2017, l'Europe de l'Ouest s'est distinguée des autres territoires composants la zone EMEA. Les **ventes de PC** ont accusé un repli de -1,5%, lié notamment à la stabilité des ventes de notebooks qui n'ont pas joué leur rôle de vecteur de croissance en restant toutefois stables.
De leur côté, les ventes de desktops ont reculé de 5,1%. Le marché français s'est toutefois positivement démarqué en réalisant la plus forte croissance en Europe Occidentale (+4,1%).
Le déclin continu que connaît le marché des **systèmes d'impression jet d'encre** professionnels en Europe de l'Ouest a ralenti au quatrième trimestre, selon le cabinet d'études Context. Sans surprise, les ventes des **grossistes** ont baissé dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest au quatrième trimestre. En France, en revanche, le nombre de copieurs et d'imprimantes jet d'encre professionnels écoulés par les distributeurs a connu une forte augmentation de 15%.
L'étude de Context permet aussi de constater un certain dynamisme du segment des matériels A3 dont les ventes trimestrielles ont progressé de 3% en Europe de l'Ouest. Ils ont ainsi représenté 20% des livraisons totales de systèmes d'impression jet d'encre professionnels entre octobre et décembre dernier.

Le cabinet Gartner a revu trois fois ses prévisions de croissance pour le marché des **logiciels, des matériels, et des services informatiques et télécoms** en 2017, ce qui démontre la difficulté d'avoir des chiffres fiables sur le sujet. Sur la dernière estimation, le cabinet d'études vise une hausse de 2,4% des dépenses au niveau mondial qui devraient par conséquent s'élever à 3 470 Md$.
Parmi les différentes catégories de produits et de prestations par le biais desquelles Gartner segmente le marché global de l'IT, trois d'entre elles devraient connaître des niveaux de chiffres d'affaires plus importants que prévus. C'est le cas du marché des **services télécoms** dont les revenus devraient s'élever à 1 378 Md$, soit 0,3% de mieux qu'en 2016. De son côté, le marché des services IT serait en hausse de 3,1%, pour représenter 922 Md$ de facturations. Enfin, **les ventes de terminaux** devraient représenter 654 Md$ (+3,87%).
De leur côté, les marchés des **équipements pour data centers et des logiciels** pour entreprises devraient toujours générés respectivement 171 Md$ (+0,3%) et 351 Md$ (+7,6%) de chiffre d'affaires.
Au cours des douze mois à venir, le segment des **applications** pour entreprises devrait connaître la plus forte progression de revenus sur le marché de l'IT. Leurs ventes devraient décoller de 9,5%. La plus grosse part de ce budget sera orientée vers le SaaS où le catalogue disponible ne cesse de s'étendre et de stimuler ainsi la demande.
Plus étonnant encore, ce sont les terminaux qui constitueraient le deuxième segment contribuant le plus aux dépenses IT globales en 2018. Leurs livraisons devraient précisément générer 704 Md$ de revenus, soit 5,6% de mieux qu'en 2017.
A peu de chose près, la croissance des revenus du secteur des services IT (+5,5%) sera équivalente à celle du segment des terminaux en 2018. Même si le périmètre n'est pas totalement comparable, le Syntec Numérique prévoit une croissance de 3,6% dans le domaine des **logiciels et des services en France** en 2018.
A l'échelle mondiale, les services télécoms devraient conserver, sans surprise, leur rôle de principal contributeur aux revenus du marché mondial de services IT en 2018 avec 1 427 Md$ de chiffre d'affaires mais seulement 2,4% de croissance. Ils feront tout de même bien mieux que le marché des solutions matérielles pour centres de calcul. Sa hausse ne devrait être que de 0,6% à 179 Md$.

Sources : Cabinet d'études Gartner et le Syntec numérique

F- Le marché Médical

L'année 2018 fait suite à une période troublée mais au cours de laquelle le secteur de l'imagerie médicale diagnostique et thérapeutique pourrait poursuivre son développement, grâce notamment à un changement ministériel et à une conjoncture économique qui s'annonce plus favorable.

Des restrictions budgétaires qui ont impacté significativement le secteur

Les décisions politiques relatives à la rémunération des actes, notamment l'article 99 du PLFSS 2017 donnant tout loisir à l'Union Nationale des Caisses d'Assurance Maladie (UNCAM) de la définir unilatéralement, ont entrainé en effet une vague de contestation sans précédent au mois de mars 2017.

Une conjoncture qui pourrait assouplir les contraintes budgétaires

Si l'étau budgétaire se desserre un peu, les gestionnaires de parcs de modalités d'imagerie pourront de nouveau équiper leurs services, d'autant que les centrales d'achats et les sociétés d'aide au financement (ou de location) de matériels lourds leur donnent la possibilité de réaliser des économies substantielles à l'occasion du renouvellement de leurs installations. Ils pourront également bénéficier des nouvelles procédures d'autorisation fixées dans l'ordonnance du 3 janvier 2018 et qui assouplit désormais les contraintes liées aux autorisations d'installation de matériels lourds.

L'année 2018 pourrait être un tournant pour l'imagerie médicale diagnostique et thérapeutique.

Source Théma Radiologie du 05/01/2018

LA CONSOMMATION DES MENAGES

En France, la croissance des crédits à la consommation aux particuliers s'est accélérée (+ 5,5% en septembre 2017 après +4,7% en juin). Elle est notamment portée par les prêts amortissables (+6,0%) et les crédits-bails (+35,2%).
À l'inverse, l'encours de crédits renouvelables continue de diminuer.
Le dynamisme des crédits à la consommation s'explique notamment par la progression des crédits automobiles (sous forme classique ou en crédit-bail).
La progression des crédits aux ménages en France (+5,7%) est cependant inférieure à celle de la zone euro (+6,8%), en raison d'un vif essor en Italie et en Espagne.
En France, le taux moyen des crédits renouvelables augmente, tandis que celui des crédits amortissables diminue. Il reste très déterminé par le mode de distribution.

Évolution de l'encours de crédit à la consommation aux particuliers

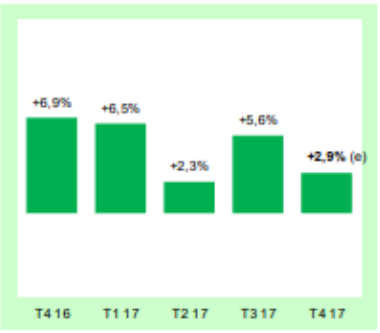
France, milliards d'euros, CVS		2016				2017			Taux de croissance annuel (2017)	
		Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Juin	Septembre
Total crédit à la consommation aux particuliers		**153,4**	**156,3**	**157,3**	**159,7**	**162,2**	**163,7**	**166,0**	**4,7%**	**5,5%**
dont	Prêts amortissables y compris créances titrisées	105,6	107,9	109,6	111,8	113,4	114,5	116,1	6,7%	6,0%
	Comptes ordinaires débiteurs	7,5	7,7	7,6	7,7	7,9	7,8	8,0	0,6%	5,5%
	Crédits renouvelables	19,8	19,7	19,6	19,6	19,4	19,2	18,7	-2,6%	-4,7%
	Crédits-bails	7,7	8,3	8,4	9,1	9,5	10,3	11,3	25,3%	35,2%

Source Banque de France : Crédits aux particuliers France Septembre 2017

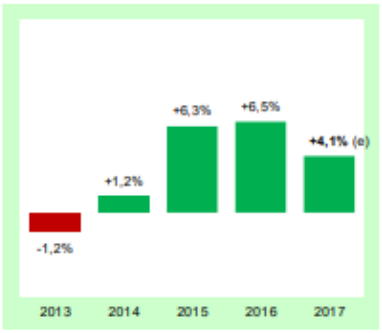
La production de nouveaux crédits à la consommation par les établissements spécialisés recule en décembre 2017 de -2,1% par rapport au même mois de l'année précédente. Mais cette baisse doit être relativisée puisque ce mois compte deux jours ouvrables de moins qu'en décembre 2016 (25 contre 27, soit un écart de -7,4%). Sur l'ensemble du quatrième trimestre, l'activité est néanmoins en hausse de +2,9% en variation annuelle après une évolution positive mais inégale de la production au cours des neuf premiers mois de l'année (+6,5% au premier trimestre, +2,3% au printemps et +5,6% au troisième trimestre).

L'année 2017 est marquée par :
- Une nouvelle progression de l'activité bien que légèrement ralentie (+4,1%). Ainsi, l'année 2017 est la 3ème année consécutive de croissance nette du crédit à la consommation.
- A fin décembre 2017, la production cumulée des douze derniers mois (40,4 Mds d'euros) demeure inférieure de -10% par rapport au point haut atteint en septembre 2008.

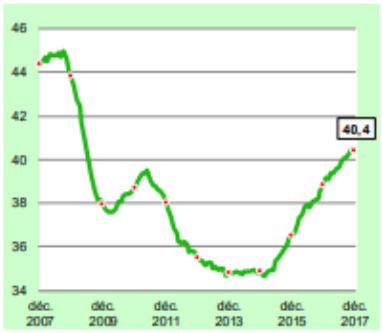
Production trimestrielle
Graphique 1 – Variation annuelle



Production annuelle
Graphique 2 – Variation annuelle



Production en année mobile
Graphique 3 – Milliards d'euros



e : estimation provisoire

Source ASF : Crédit à la consommation – Statistique mensuelle d'activité – Décembre 2017

En décembre 2017, les prêts personnels reculent de -6% par rapport à la même période de l'année précédente et de -2% sur l'ensemble du quatrième trimestre, après s'être contractés durant l'été (-2,7%) et au printemps (-0,8%). Seul le premier trimestre 2017 a enregistré une progression de ces financements (+7,8%), ce qui permet d'afficher pour l'ensemble de l'année une légère croissance de +0,4% (établie à 13,5 Md€) après une hausse de +6,7% en 2016. Le prêt personnel reste le premier produit de financement des établissements spécialisés en crédit à la consommation (avec 33% du total de la production).

Avec une baisse en décembre de -4,5% par rapport à décembre 2016, les nouvelles utilisations de crédit renouvelable se replient de -0,2% au quatrième trimestre (par rapport à la même période de l'année précédente), après une légère hausse au troisième trimestre (+1,2%) et une première partie de l'année en recul (-0,2% au premier trimestre et -1,6% au deuxième). La production s'établit à 10 Md€ pour 2017, en quasi-stagnation par rapport à 2016 (-0,2%), après +0,1% par rapport à 2015. Ainsi, pour la deuxième année consécutive, le secteur des crédits renouvelables se stabilise, après une chute quasi-continue depuis l'automne 2008.

Même si décembre enregistre une baisse (-5,3% par rapport à décembre 2016), les financements de biens d'équipement du foyer augmentent de +2,3% sur l'ensemble du quatrième trimestre, après une évolution positive de la production au cours des neuf premiers mois de l'année (+4,7% au premier trimestre, +1,4% au printemps et +6,3% au troisième trimestre). Au total, sur l'ensemble de l'année, la production, avec 2,9 Md€, progresse de +3,8% par rapport à 2016 (+0,7% cette dernière année).

CREDIT A LA CONSOMMATION : ENQUETE MENSUELLE EXPRESS
PRODUCTION DES ETABLISSEMENTS SPECIALISES (en millions d'euros)

Période : DECEMBRE 2017 (données brutes)	Décembre 2016*	Décembre 2017	Δ%	Cumul 12 mois 2016	Cumul 12 mois 2017	Δ%
TOTAL	**3 614**	**3 539**	**-2,1%**	**38 844**	**40 424**	**+4,1%**
Opérations de crédit classique	**2 989**	**2 809**	**-6,0%**	**33 095**	**33 277**	**+0,6%**
Crédits affectés	**896**	**828**	**-7,6%**	**9 591**	**9 735**	**+1,5%**
. Automobiles neuves	239	204	-14,7%	2 627	2 341	-10,9%
. Automobiles d'occasion	296	280	-5,2%	3 281	3 540	+7,9%
. Amélioration de l'habitat et biens d'équipement du foyer (1)	306	290	-5,3%	2 840	2 949	+3,8%
. Autres biens ou services (2)	55	54	-1,8%	844	905	+7,3%
Crédits renouvelables	**962**	**919**	**-4,5%**	**10 050**	**10 029**	**-0,2%**
Prêts personnels *(y compris rachats de créances)*	**1 131**	**1 063**	**-6,0%**	**13 453**	**13 513**	**+0,4%**
Opérations de location avec option d'achat	**625**	**729**	**+16,8%**	**5 750**	**7 147**	**+24,3%**
. Automobiles	608	710	+16,7%	5 201	6 562	+26,2%
. Autres matériels	16	20	+19,0%	548	585	+6,8%

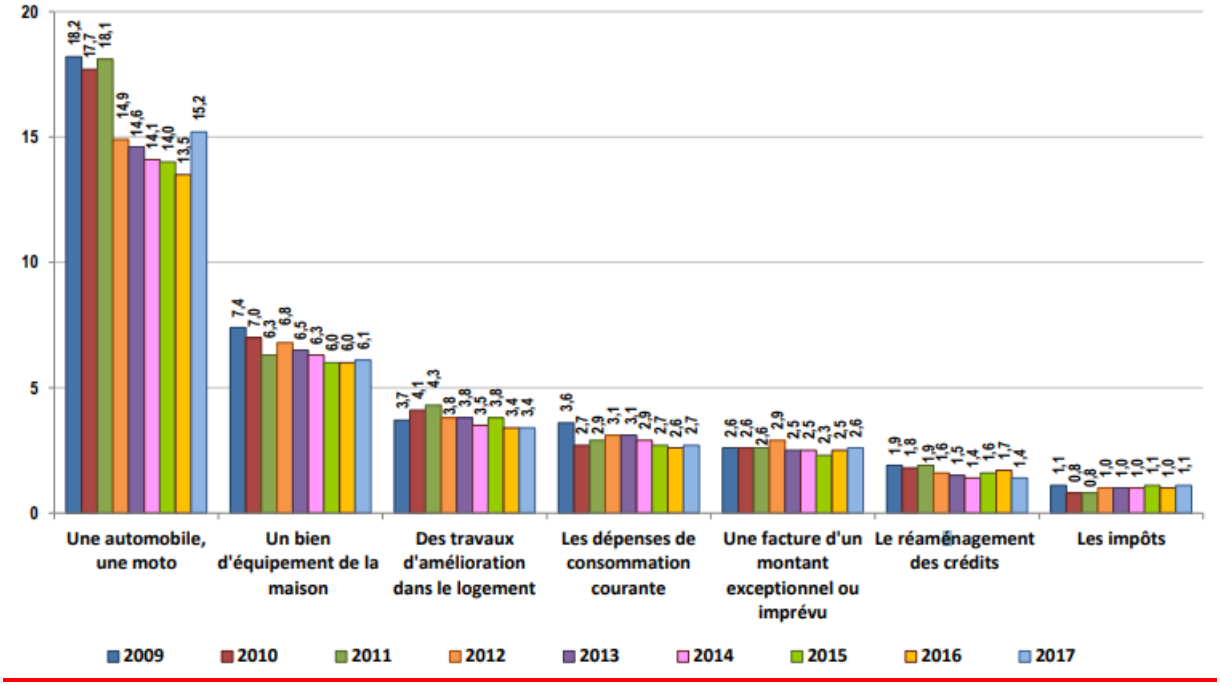
Financements d'automobiles neuves *(crédits affectés + LOA)*	***848***	***914***	***+7,8%***	***7 828***	***8 903***	***+13,7%***

** Les chiffres concernant décembre 2016 sont exprimés sur la base des sociétés adhérentes au 31 décembre 2017. Ils tiennent compte des modifications, parfois sensibles, qui ont pu être apportées par certaines sociétés aux informations fournies l'année précédente.*

(1) Electroménager, équipement multimédia, meubles, etc.
(2) Deux-roues, véhicules de loisirs, bateaux de plaisance, divers.

Source ASF : Crédit à la consommation – Statistique mensuelle d'activité – Décembre 2017

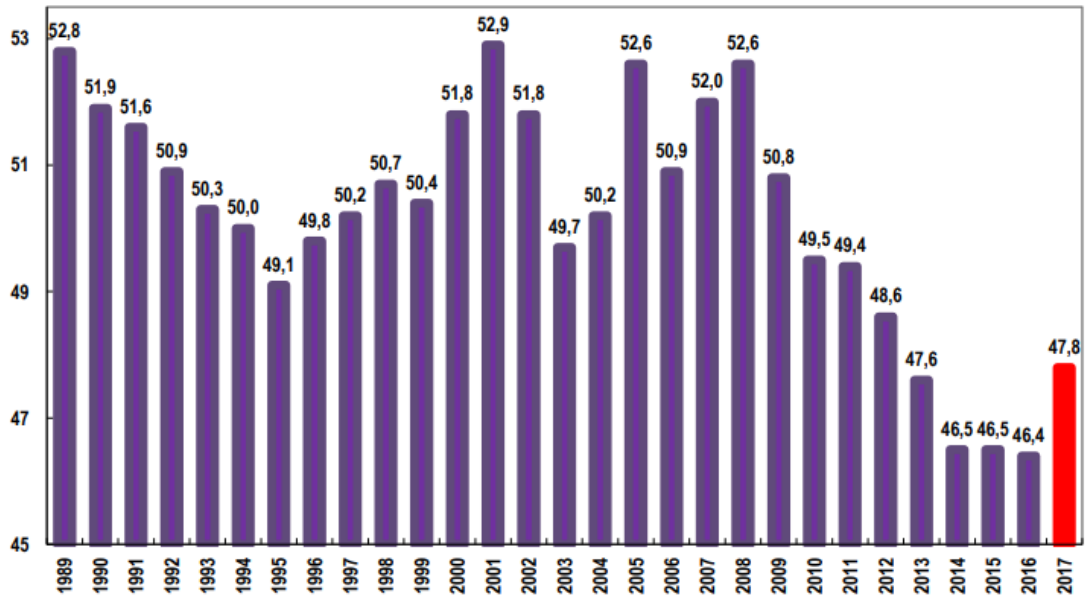
Lorsque les ménages utilisent des crédits à la consommation, c'est principalement pour réaliser des projets de consommation durable ou d'amélioration des logements (rénovation, transformation et adaptation du logement, mais aussi réalisation de travaux d'économie d'énergie).
En 2017, 24,7% des ménages (51,7% des seuls ménages avec crédit(s)) détenaient des crédits pour acheter un (des) bien(s) d'équipement de la maison, une automobile, une moto ou payer des travaux d'amélioration du logement.
Cependant, il convient de souligner que le poids relatif de cette catégorie de ménages qui était resté pratiquement stable jusqu'en 2011 (ils étaient 29,3% en 2009 et 28,7% en 2011) a sensiblement reculé, en dépit du redressement constaté en 2017 de la part des ménages qui souscrivent des crédits à la consommation pour acquérir une automobile ou un motocycle.
En revanche, l'usage des crédits à la consommation pour financer des travaux d'amélioration du logement ne s'est pas ressaisi au cours des dernières années, affichant un repli significatif depuis 2011 : il était alors de 4,3% (8,7% des ménages avec crédit(s)), pour descendre à 3,4% en 2016 et en 2017 (7,1% des ménages avec crédit(s)).



Source : Observatoire des Crédits aux Ménages – Enquête réalisée en novembre 2017

Entre 2009 et 2016, le taux de détention des crédits par les ménages s'est fortement contracté. Il est alors descendu à 46,4% en 2016, le niveau le plus bas que l'Observatoire des Crédits aux Ménages a eu à connaître depuis 1989. Mais en 2017, rompant avec trois années d'une grande faiblesse, le taux de détention s'est sensiblement redressé pour s'établir à 47,8%.

La proportion de ménages détenant des crédits
(Source : Observatoire des Crédits aux Ménages)



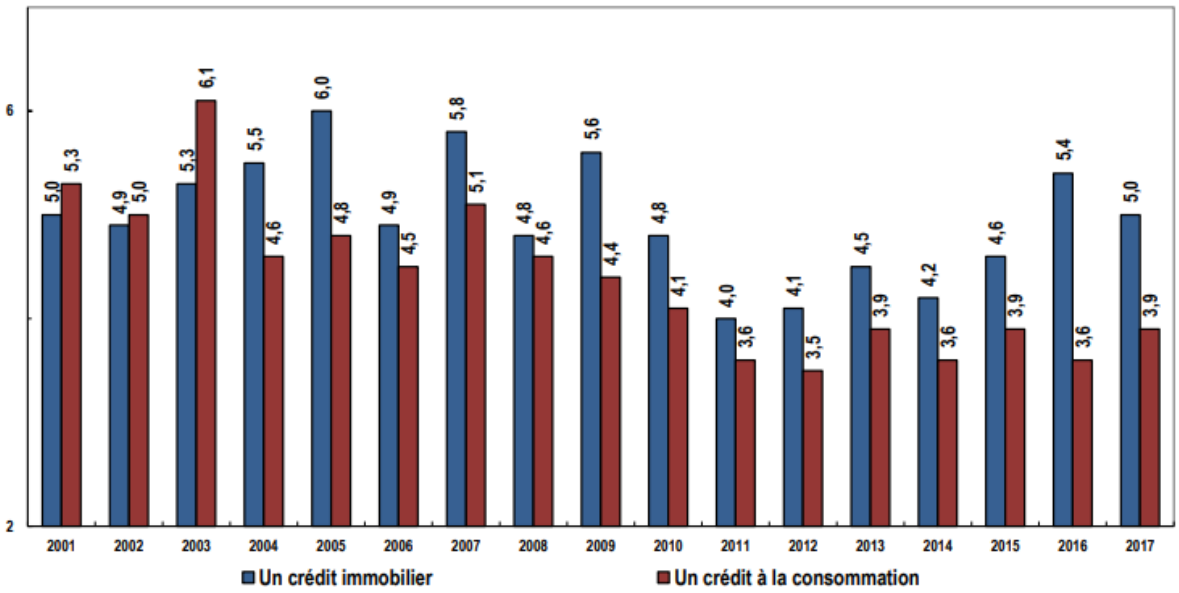
Source : Observatoire des Crédits aux Ménages – Enquête réalisée en novembre 2017

Dès l'automne 2014, la demande de crédits à la consommation a commencé à se ressaisir et cette tendance à la reprise s'est confirmée en 2015. Elle s'est appuyée sur le redressement du moral des ménages mesuré chaque mois par l'INSEE. Et c'est ce rebond des crédits à la consommation qui a permis au taux global de détention des crédits de se stabiliser en 2015. Il aurait dû produire le même effet en 2016 : mais le recul de l'endettement contracté auprès de la famille et des amis a provoqué le recul du taux de détention des crédits à la consommation. En revanche, en 2017 le vif rebond de ce taux de détention a entrainé celui du taux global de détention. Les ménages ont alors largement relevé leur demande de crédits à la consommation auprès des banques et des organismes de crédit : mais aussi, et dans une moindre mesure, auprès de la famille et des amis ou auprès d'autres organismes (caisses de retraire, mutuelles,…).

Ainsi en 2017, le nombre de ménages ayant contracté un nouveau crédit à la consommation (7,03 millions) s'est encore accru : +2,9%, après +12,1% en 2016 (+30,0% au total, depuis 2015). Le nombre de ménages concernés dépasse donc, pour la deuxième année consécutive, le niveau élevé constaté en 2007, juste avant que ne se déclenche la crise économique et financière internationale.

Il en a été de même du nombre de ménages ayant contracté un nouveau crédit immobilier en 2017 (1,29 million) : +8,5% du nombre de ménages, après +2,7% en 2016 (+23,4% au total, depuis 2015). Et au global, 7,89 millions de ménages ont contracté un nouveau crédit en 2017. D'ailleurs en 2017, le taux de détention des crédits immobiliers s'est encore accru, pour s'établir à 30,8% (contre 30,7 en 2016 et 30,2% en 2015).

La part des ménages ayant l'intention de souscrire un nouveau crédit (en %)
(Source : Observatoire des Crédits aux Ménages /FBF/)



Source : Observatoire des Crédits aux Ménages – Enquête réalisée en novembre 2017

Après deux crises économiques qui ont déstabilisé les ménages et les ont conduits à réviser leurs projets immobiliers et de consommation et à limiter leurs recours aux crédits, le taux de détention des crédits s'est nettement redressé en 2017. Déjà en 2015, le regain de la demande avait permis d'inverser la tendance récessive qui s'observait jusqu'alors sur le taux de détention de crédits à la consommation. Puis en 2016, la reprise d'activité constatée sur les marchés immobiliers a contribué au relèvement du taux de détention des crédits immobiliers. En 2017, le taux global de détention a bénéficié du raffermissement de la demande de crédits immobiliers

et à la consommation. Il s'est alors établi à 47,8%, contre 46,4% une année auparavant, gommant ainsi les conséquences de plusieurs années de dépression de la demande.

Au-delà des conséquences que les transformations de la conjoncture macroéconomique et les évolutions législatives et règlementaires ont pu avoir sur leurs comportements, les ménages ont nettement modifié leur pratique de recours au crédit.
Le recours au crédit est toujours un élément décisif de la réalisation des projets immobiliers et de consommation. Pour la plupart des ménages qui recourent aux crédits immobiliers, les évolutions constatées durant les dernières années montrent qu'ils sont plus attentifs à la préparation de leurs projets, comme la montée de l'apport personnel permet de l'illustrer : avec comme conséquence, le maintien à bas niveau de la sinistralité bancaire. C'est aussi ce qui se constate pour les crédits à la consommation, avec le recentrage de leur usage afin de financer, pour l'essentiel, la réalisation de projets patrimoniaux et d'amélioration de leur cadre de vie.

Ainsi en 2017, en réponse à l'amélioration ressentie de leur situation budgétaire et financière et à leur regain d'optimisme, les ménages estiment que le poids des charges de remboursement de leurs crédits s'est nettement allégé : 14,0% des ménages considèrent que les charges de remboursement sont trop ou beaucoup trop élevées (contre 15,0% en 2016, 15,4% en 2015 et 16,4% en 2014), alors que la part de ceux qui estiment que ces charges sont supportables ou très supportables progresse encore pour s'établir maintenant à 49,7% (contre 49,2% en 2016, 48,4% en 2015 et 47,3% en 2014).

2 - L'ACTIVITE DU GROUPE FRANFINANCE

La production du groupe Franfinance s'est établie à 2 426 M€ en 2017 ; en augmentation de 4,5% par rapport à 2016.

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX ENTREPRISES – FAE » exercée sous la marque Franfinance Entreprises (pour compte propre et en servicing)

A iso périmètre, la production globale de Franfinance pour compte propre a été de 1 200M€*, en progression de 10.8% par rapport à 2016 sur le périmètre du Financement des Ventes. Le marché a connu une progression nette de 7.1 % à T3 2017 (après une progression de 12.3% à fin T3 2016) sur l'ensemble du périmètre Leasing****** et une progression de +6.2% rien que sur le crédit bail et la location financière.

Comme l'année dernière, notre production sur les financements de matériels de Haute Technologie (Informatique -dont Econocom-, Bureautique, Médical, Téléphonie) représentent 40,5%*** et les financements de matériels pour les secteurs du Transport, de l'Industrie, de la Manutention (dont Fenwick) représentent 36,8%. L'activité International Vendor Desk (IVD) sur les Vendors Internationaux représente les 22,7% restant.

En complément de son activité pour son propre compte, Franfinance assure des activités de prestations de services (Servicing) depuis plus de 15 ans pour le compte du groupe Société Générale et pour La Banque Postale Crédit Entreprises depuis 2011.

Franfinance SA et Franfinance Location SAS mettent en place des opérations de financement apportées par SGEF SA dans le cadre de ses partenariats internationaux et assurent la gestion des opérations de financement.
Société Générale S.A garantit ces dossiers, et perçoit une commission, versée par Franfinance SA et Franfinance Location.
Par ailleurs, Franfinance et Franfinance Location versent également une commission d'intermédiation à SGEF SA.

** Comptabilisation en net de la production Econocom*
*** Source ASF T3 2016 : Crédit Bail ; LOA, Location Financière et LLD*
**** Source interne Franfinance FAE/ statistiques commerciales/suivi de la production commerciale 2017*

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX PARTICULIERS - FAP»

En 2017, FRANFINANCE a distribué 1 203 M€ de crédits à la consommation à travers ses activités de Financement aux Particuliers, qui sont en légère régression par rapport à 2016 (−0,8%).

La production en crédit à la consommation est réalisée à travers :

- le crédit classique, pour un montant de 877 M€, soit +1,1% par rapport à 2016,
- le crédit renouvelable, avec 326 M€, en légère baisse de 5,5%.

La part du crédit classique dans la production totale est en légère augmentation par rapport à 2016, elle représente 72,9% du total du crédit (contre 71,5% en 2016). La part du crédit renouvelable diminue donc légèrement, à 27,1% en 2017 contre 28,5% en 2016.

Concernant Compagnie Financière de Bourbon, la production 2017 s'élève à 23 M€, en baisse de 10,9% par rapport à 2016. En crédit classique (3,3 M€), le recul de la production par rapport à 2016 se poursuit (-10,5%) en raison d'une baisse d'activité marquée sur le marché de l'amélioration de l'habitat, en particulier sur le secteur de la Piscine. Les résultats du crédit renouvelable (19,7 M€) baissent également (-11,1%) dans un contexte défavorable à ce type de crédit.

Concernant Disponis, société en run-off depuis 2009, la production est nulle sur 2017.

3 - LES ENCOURS

Les encours des crédits à la clientèle du groupe Franfinance augmentent de 37 M€, passant de 2 322 M€ au 31 décembre 2016 à 2 359 M€ au 31 décembre 2017, soit + 1,6%.

Les encours des opérations de crédit-bail et de location du groupe Franfinance progressent fortement de 90 M€, passant de 1 913 M€ au 31 décembre 2016 à 2 003 M€ au 31 décembre 2017, soit +4,7%.

4 - ACTIVITE ET RESULTAT DES FILIALES DE LA SOCIETE

Au présent rapport est joint le tableau des filiales et participations.

5 - POLITIQUE DE REFINANCEMENT DES ENCOURS CLIENTS

Au sein du groupe Franfinance, la politique de refinancement repose sur le principe de l'adossement de la production et des encours à des emprunts ajustés en devises, en montant, en durée et en taux. Les refinancements sont généralement traités sous forme de cash, à taux fixe ou à taux variable, en cohérence avec la nature des actifs à couvrir.

Depuis le 6 octobre 2014, date d'agrément délivré par l'ACPR, Franfinance a le statut de Société de Financement, ainsi que d'établissement de paiement, afin de pouvoir émettre et gérer les cartes de crédit associées aux crédits renouvelables. Du fait de ce statut, Franfinance émet des Titres de Créances Négociables (TCN) sous forme de Billets de Trésorerie pour son refinancement à court terme et de Bons à Moyen Terme Négociables, dénommés respectivement titres négociables à court terme et titres négociables à moyen terme comme précisé à l'article 1 du Décret N° 2016-707 du 30 mai 2016. Ces émissions de TCN sont affectées, comme les lignes bancaires, à la couverture des actifs en termes de taux et de liquidité.

Les titres négociables à court terme et titres négociables à moyen terme sont notés respectivement A-1 et A par Standard & Poor's.

6 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application du dispositif prévu par les articles L 441-6-1 et articles D.441-4 du Code de Commerce, veuillez trouver ci-dessous le tableau présentant les informations relatives aux délais de paiements des fournisseurs et des clients

	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures **reçues** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures **émises** non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
Montants en K€	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranche de retard de paiement												
Nombres de factures concernées	0					7	20					9 224
Montant total des factures concernées TTC	0	115	10	0	0	125	27	509	578	308	22 031	23 426
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice TTC	0,00%	0,04%	0,00%	0,00%	0,00%	0,05%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice HT							0,01%	0,23%	0,26%	0,14%	10,09%	10,73%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant total des factures exclues TTC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : selon date d'exigiblité indiquée sur la facture						- Délais contractuels : selon date d'exigiblité indiquée sur la facture					

7 - LES MOYENS DE GESTION

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX PARTICULIERS »

La stratégie système d'information (SI) reste prioritairement liée à l'accompagnement du métier dans son développement et sa transformation (plan stratégique #Impulsons2018) en particulier sur les canaux digitaux, elle se décline sur les axes principaux suivants :

- Poursuite de la stratégie de dématérialisation ;
- Accompagnement de la mise en œuvre de la Stratégie Digitale, refonte et modernisation des outils (web responsive, mobilité, …), signature électronique ;
- Ainsi en 2017, les projets suivants ont été délivrés :
    - Amélioration des solutions de signature électronique en acquisition directe
    - Amélioration des solutions e-commerce (front et back),
    - Ouverture multi-PSP sur l'offre e.commerce nxWeb,
    - Evolution des solutions de recouvrement de créance en servicing.
    - Mise en place de l'offre de crédit renouvelable pour Boursorama Banque
    - Refonte de l'application de gestion des barèmes crédits amortissables
- Poursuite du développement de l'offre de service en synergie avec le Groupe (gestion des créances surendettées et contentieuses pour BDDF et CDN) ;
- Développement de l'offre de service (crédit amortissable) pour notre partenaire Orange Bank
- Mise en place des projets réglementaires (IFRS9, GDPR, …).
- Gestion de l'obsolescence technique (migration Neolane, Siebel, …)

Notons également le rattachement de la DSI du Financement aux particuliers à la nouvelle DSI de Franfinance qui regroupe l'ensemble des moyens informatiques au travers de la création de 3 centres de service (Financement aux particuliers, financement aux entreprises, transverse) et du rattachement des fonctions SSI.

ACTIVITE « FINANCEMENT AUX ENTREPRISES »

L'année 2017 a vu la mise en production du projet de Refonte du Score (OSIRIS) et du projet IFRS 9 ainsi que le lancement de Refonte de l'outil de Front Office FLASHLEASE.

L'objectif du projet OSIRIS répond à plusieurs enjeux : décider plus vite et de façon pertinente évitant ainsi des appels qui entraînent des décisions manuelles. Le nouveau score du FAE intègre dans la décision donnée non seulement la note de contrepartie client final mais également la qualité de l'actif et sa dépréciation future. Enfin, la segmentation commerciale apporteur (grille de A à D avec un statut N quand l'apporteur est actif depuis moins de deux ans). En place depuis Juillet 2017, les réponses données par l'outil font l'objet d'un monitoring précis et d'optimisations complémentaires, si cela a du sens pour le développement commercial, tout en s'assurant de la bonne maîtrise de notre risque.

Le projet IFRS 9 permettant la mise en œuvre des nouvelles règles de provisionnement pour les Banques et les établissements financiers a été bouclé fin 2017.

Enfin, le projet de refonte de l'outil de Front Office a commencé en 2017. Le premier enjeu atteint était d'obtenir un budget du groupe pour accompagner pleinement cette étape de reconstruction. Obtenu en Juillet, nous sommes passés sur S2 2017 à des travaux plus opérationnels nous permettant de définir une trajectoire de mise en production de trois lots sur 2018 et 2019.

MOYENS TRANSVERSAUX

L'année 2017 a notamment permis de finaliser le projet IFRS9 et de traiter des projets liés à l'obsolescence des outils.
Une nouvelle version de l'application de gestion du Refinancement et de la trésorerie a été mise en production en milieu d'année.

L'application SAGE X3, qui remplace deux applications arrivant en fin de support, est désormais en ligne pour gérer les Immobilisations et les Fournisseurs.

Un projet visant à renforcer la sécurisation des flux SEPA virements et prélèvements a également été mené par la DSI, ce projet doit aboutir au deuxième trimestre 2018.

8 - LA QUALITE

En 2017, le Système de Management de la Qualité est toujours axé sur l'engagement stratégique majeur de satisfaire nos clients et nos partenaires, tout en assurant un développement durable et rentable de notre activité.
Franfinance a ainsi franchi avec succès l'audit de surveillance 2, mené en Novembre 2017 par AFAQ AFNOR CERTIFICATION, dans le cadre de sa certification ISO 9001, démontrant ainsi son engagement permanent dans un dispositif d'amélioration au service de ses clients et partenaires.

Les travaux pour le passage du Système de Management de la Qualité de Franfinance à la nouvelle version des normes ISO 9001 ont par ailleurs été engagés et se poursuivront tout au long de l'année 2018.

Le dispositif de traitement et de reporting autour des réclamations de nos clients (entreprises et particuliers) est assuré par le service Qualité clients. Des comités réclamations réguliers permettent une surveillance de ce dispositif.
Le programme BEST est désormais déployé sur 10 macro-processus opérationnels. Les revues de processus trimestrielles ont toutes été menées en 2017, tant pour le FAE que pour le FAP, intégrant les aspects de risque opérationnel et de sécurité financière.

9 - LES DEMARCHES - RESPONSABILITE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE) ET INNOVATION PARTICIPATIVE (IP)

Conformément aux dispositions règlementaires relatives à la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), le Rapport RSE est annexé au présent document.

10 - LES RESSOURCES HUMAINES ET LA COMMUNICATION

En 2017, la Direction des Ressources Humaines et Communication a mis l'accent sur l'accompagnement des collaborateurs et des managers, la poursuite de notre politique de diversité et de développement d'un environnement de travail motivant qui vise à renforcer l'engagement et l'image employeur.

Un nouveau pôle de Coordination RH a été créé et lancé le 1er octobre. Interlocuteur privilégié des collaborateurs, ce pôle a pour principales missions de recevoir et s'assurer du traitement de toutes les questions paie et RH d'ordre administratif (congés payés, évènements familiaux, CET…) de l'ensemble des collaborateurs et de prendre en charge la gestion administrative RH tout au long de la carrière au sein de Franfinance.

Franfinance a souhaité faciliter la vie des parents de jeunes enfants (0-3 ans) en finançant la réservation de 17 berceaux en partenariat avec le réseau 1001 crèches du groupe BABILOU. Cette démarche s'inscrit dans le développement de notre politique de Qualité de Vie au Travail.

L'année 2017 a été riche sur le plan des négociations avec les partenaires sociaux et nous avons pu signer des accords d'entreprise relatifs aux rémunérations, à l'insertion des salariés en situation de handicap, à l'égalité hommes-femmes et aux congés pour évènements familiaux.

Nous avons poursuivi notre politique de développement et de maintien des compétences des collaborateurs. Dans la continuité des plans de formation, celui de 2017 s'est organisé autour de 4 axes prioritaires :

1- Développer les compétences métier
2- Consolider la culture managériale
3- Favoriser l'intégration des nouveaux collaborateurs
4- Renforcer la culture risque et faire face aux enjeux réglementaires

Au cours de l'année le nombre total d'heures de formation réalisées par les salariés rattachées à l'activité de Franfinance s'est élevé à 19 681 heures dont près de 10 % se sont déroulées à distance (E-Learning).

Pour la communication, l'année 2017 a été marquée par des projets structurants.
Tout d'abord, nous avons pu livrer le nouveau site institutionnel : www.franfinance.com
Le début d'année a également été marqué par un projet fédérateur visant à regrouper sous une même marque, Franfinance, toutes nos activités pour compte propre. Ces changements étaient rendus nécessaires par un besoin de clarté et de visibilité de nos métiers au sein du Groupe et par l'abandon des lignes métiers (SGEF et SGCF) suite à notre rattachement à BDDF en 2014. De nombreuses actions de conduite du changement ont été menées.
Ce projet nous a également permis de travailler sur notre marque employeur en lançant, en collaboration avec le Groupe une page LinkedIn.

Plusieurs évènements collectifs et séminaires ont été organisés tout au long de l'année.

Enfin, un appel d'offres a été organisé en vue de refondre l'intranet Franfinance et d'y ajouter un trombinoscope interne.

11 - LES RESULTATS FINANCIERS (comptes consolidés)

Le périmètre de consolidation est le suivant à la clôture de l'exercice 2017 ; sans changement par rapport à 2016 :

- Sociétés consolidées par intégration globale: Franfinance, Franfinance Location, Compagnie Financière de Bourbon, Disponis, Fenwick Lease, Sagemcom Lease et Solocvi.
- Société mise en équivalence : Sogefinancement.

Le Produit Net Bancaire s'élève à 239,3 M€, en baisse de 2,4% soit – 5,8 M€ par rapport à 2016. Cela s'explique par :

- la diminution des produits des opérations avec la clientèle de particuliers de 8,3M€ soit -6,6%, due à une diminution des encours de crédits renouvelables et une augmentation des encours de crédits classiques moins rémunérateurs, et une pression sur les marges clientèle notamment en crédit renouvelable,
- la diminution des produits nets sur les opérations de crédit-bail et location de 11 M€ (soit -14,8%), qui s'élèvent à 63,3 M€,
- la baisse de 2,2 M€ des autres produits nets de commissions (augmentation de la commission normative sur Fenwick Lease qui bénéficie de l'avantage fiscal lié au suramortissement « Macron » de 40%).

Ces baisses ont été compensées partiellement par :

- une baisse des coûts de refinancement de 12,1 M€ (essentiellement sur les emprunts auprès des établissements de crédit), en raison de la baisse des taux moyens ;
- une hausse de 4,5 M€ des produits nets d'exploitation bancaire principalement expliquée par des évènements 2016 non récurrents sur 2017 (notamment provision RO de 4,9 M€ sur Watt Monteleger et profits immobiliers de 1,1 M€), et par une refacturation de servicing externe supérieure (LBPCE, Orange/Groupama) pour 0,9 M€.
- et enfin une augmentation des revenus des titres de 0,4 M€.

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 149,3 M€, et sont relativement stables (+1,0 M€, soit +0,7%) et les dotations aux amortissements diminuent de 0,7 M€ pour ressortir à 6,4 M€.

La charge du risque se stabilise et s'établit à 35,0 M€. Cette stabilité se décompose en :

- une diminution de 7,0 M€ sur le Financement aux Particuliers, liée à la cession d'un portefeuille de créances passées en pertes les années précédentes.

- et une hausse de 6,7 M€ sur le Financement aux Entreprises (dotation de 1,5 M€ sur Conforama, et de 0,9 M€ sur le groupe G7 alors que 2016 bénéficiait d'une reprise de provision de 2,1 M€ sur Sofral et d'une vente de créances contentieuses de 0,8 M€).

Le résultat sur actifs immobilisés passent d'une charge de 0,3 M€ en 2016 à un produit de 0,4 M€ en 2017, écart dû à l'évolution des mises au rebut de droits au bail suite à la fermeture d'agences FAP.

La quote-part du résultat net de Sogefinancement, société mise en équivalence, est de 22,7 M€, contre 20,4 M€ en 2016, en hausse de 11,4%.
Le résultat courant consolidé avant impôts se situe à 71,7 M€, en baisse de 4,0%. Le résultat net après impôts s'établit à 80,4 M€, en diminution de 4,1% par rapport à 2016.

12 - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Les comptes sociaux de l'exercice 2017 font ressortir :

- Un bénéfice de ……..… 47 421 675,52 €
- Augmenté du report à nouveau créditeur de …… 22 417 959,32 €
- Formant un total de ……...…… 69 839 634,84 €

Le Conseil d'Administration décide de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le bénéfice de la façon suivante :

- Dividende ……. 47 036 664,00 €
- Report à nouveau créditeur…… 22 802 970,84 €

Le dividende par action s'élève à 24 €. Il sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2018

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40% prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.

RAPPEL DES PAIEMENTS MIS EN DISTRIBUTION LES ANNEES PRECEDENTES POUR CHAQUE PART SOCIALE

- Exercice 2014 23,00 €
- Exercice 2015 25,00 €
- Exercice 2016 28,00 €

13 - REPARTITION DU CAPITAL

En vertu des stipulations de l'article L. 233-13 du Code de Commerce, et compte tenu des informations reçues en application de l'article L.233-12 du même Code, nous vous indiquons que le capital social de FRANFINANCE est détenu par SG FINANCIAL SERVICES HOLDING à hauteur de 99,99 %.
L'actionnaire SGCF a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine à SGFSH le 11 septembre 2017.

14 - REMUNERATION DES MANDATAIRES

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce, nous indiquons ci-dessous les rémunérations et avantages de toutes natures versées, durant l'exercice, au mandataire social de la Société concerné.

NEANT

15 - TABLEAU DES RESULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Au présent rapport est joint, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de FRANFINANCE au cours des cinq derniers exercices.

16 – RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice

GOUTARD LAURENT							
MANDATS EN COURS							
FRANCE							
CONSEIL D'ADMINISTRATION							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Renouv**	**Echeance**	**Illimité**	
FRANFINANCE	GOUTARD Laurent	Administrateur	23/10/2014		31/12/2018	Non	
SOGECAP	GOUTARD Laurent	Administrateur	22/04/2015		31/12/2017	Non	
AMUNDI	GOUTARD Laurent	Administrateur	06/02/2015	28/04/2015	31/12/2017	Non	
FRANFINANCE	GOUTARD Laurent	Président	23/10/2014		31/12/2018	Non	
CONSEIL DE SURVEILLANCE							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Renouv**	**Echeance**	**Illimité**	
FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS	GOUTARD Laurent	Vice-Président	10/05/2016		31/12/2020	Non	
REPUBLIQUE TCHEQUE							
CONSEIL DE SURVEILLANCE							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Renouv**	**Echeance**	**Illimité**	
KOMERCNI BANKA A.S	GOUTARD Laurent	Membre	01/05/2013	02/05/2017	02/05/2021	Non	
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS							
FRANCE							
CONSEIL D'ADMINISTRATION							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Nomination**		
COMPAGNIE GÉNÉRALE D'AFFACTURAGE	SG FINANCIAL SERVICES HOLDING	Administrateur	Représentant	GOUTARD Laurent	26/02/2013		
CONSEIL DE SURVEILLANCE							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Nomination**		
FONDS DE GARANTIE DES DÉPÔTS	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Membre	Représentant	GOUTARD Laurent	10/05/2016		
REPRÉSENTATIONS ÉCHUES DE MANDATS DÉTENUS							
FRANCE							
CONSEIL D'ADMINISTRATION							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Fin Mandat**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Nomination**	**Fin**
FRANFINANCE	SG FINANCIAL SERVICES HOLDING	Administrateur		Représentant	GOUTARD Laurent	14/04/2011	23/10/2014
MAROC							
CONSEIL D'ADMINISTRATION							
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Fin Mandat**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Nomination**	**Fin**
INVESTIMA SA	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Administrateur		Représentant	GOUTARD Laurent	30/04/1998	03/11/2005
SOGINVEST	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Administrateur	21/01/2004	Représentant	GOUTARD Laurent	30/04/2001	21/01/2004
SOCIÉTÉ DE GESTION DU PARC INDUSTRIEL DE BOUSKOURA	SG MAROCAINE DE BANQUES	Administrateur		Représentant	GOUTARD Laurent	31/12/2001	24/06/2005
LA MAROCAINE VIE	SG MAROCAINE DE BANQUES	Administrateur		Représentant	GOUTARD Laurent	12/10/2004	12/10/2004

TOUATI GÉRARD

MANDATS EXERCÉS

FRANCE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
FRANFINANCE	TOUATI Gérard	26/05/2010	Conseil d'administration	Administrateur		27/05/2016	31/12/2021	08/10/2017	
	TOUATI Gérard	10/05/2007	Direction Générale	Directeur général		27/05/2016	31/12/2021	08/10/2017	
SOGELEASE FRANCE	FRANFINANCE LOCATION	24/05/2012	Conseil d'administration	Administrateur	TOUATI Gérard		31/12/2017		
SG CONSUMER FINANCE	TOUATI Gérard	26/05/2009	Conseil d'administration	Administrateur		29/06/2016	31/12/2021	10/08/2017	
	TOUATI Gérard	26/10/2010	Direction Générale	Directeur général délégué		25/06/2012	31/12/2017	10/08/2017	
LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	TOUATI Gérard	04/10/2016	Conseil de surveillance	Membre		04/10/2016	04/10/2021		
CFC SERVICES SAS	TOUATI Gérard	22/10/2009	Direction	Président				09/10/2017	
	TOUATI Gérard	22/10/2009	Conseil d'administration	Administrateur				09/10/2017	
FRANFINANCE LOCATION	TOUATI Gérard	21/01/2015	Direction	Directeur général			31/12/2017	09/10/2017	
	FRANFINANCE	25/05/2012	Conseil d'administration	Administrateur	TOUATI Gérard		31/12/2017	09/10/2017	
SOGEFINANCEMENT	TOUATI Gérard	29/01/2015	Direction	Président			31/12/2020	25/09/2017	
DISPONIS	TOUATI Gérard	10/06/2014	Direction	Président				09/10/2017	
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE BOURBON	TOUATI Gérard	09/02/2015	Direction Générale	Directeur général		09/02/2015	31/12/2020	09/10/2017	
	TOUATI Gérard	29/05/2015	Conseil d'administration	Administrateur		29/05/2015	31/12/2020	09/10/2017	
CONCILIAN	FRANFINANCE	01/09/2004	Gérance	Gérant associé	TOUATI Gérard				

MAROC

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SOCIÉTÉ D' ÉQUIPEMENT DOMESTIQUE ET MENAGER "EQDOM"	TOUATI Gérard	27/09/2017	Conseil d'administration	Administrateur			31/12/2022		
	SG CONSUMER FINANCE	30/05/2007	Conseil d'administration	Administrateur	TOUATI Gérard	11/05/2017	31/12/2022	11/09/2017	11/09/2017

AYMERICH PHILIPPE

MANDATS EN COURS

FRANCE

COMITÉ DE SURVEILLANCE

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SOCIÉTÉ DE BOURSE GILBERT DUPONT	AYMERICH Philippe	Membre	04/11/2016		31/12/2018	Non
	AYMERICH Philippe	Président	04/11/2016		31/12/2018	Non

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
CRÉDIT DU NORD	AYMERICH Philippe	Administrateur	11/01/2012	28/05/2015	31/12/2018	Non
FRANFINANCE	AYMERICH Philippe	Administrateur	08/04/2014		31/12/2017	Non
NORBAIL IMMOBILIER	AYMERICH Philippe	Administrateur	22/12/2017		31/12/2017	Non
ANTARIUS	AYMERICH Philippe	Administrateur	12/12/2016		31/12/2018	Non
NORBAIL IMMOBILIER	AYMERICH Philippe	Président	22/12/2017		31/12/2017	Non

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
BANQUE COURTOIS, SUCCESSEUR DE L'ANCIENNE MAISON COURTOIS ET CIE DEPUIS 1760	AYMERICH Philippe	Membre	29/02/2012	31/05/2017	31/12/2019	Non
	AYMERICH Philippe	Président	29/02/2012	31/05/2017	31/12/2019	Non
BANQUE TARNEAUD	AYMERICH Philippe	Membre	01/03/2012	05/05/2017	31/12/2019	Non
BANQUE RHÔNE ALPES	AYMERICH Philippe	Membre	05/04/2012	06/05/2015	31/12/2017	Non
	AYMERICH Philippe	Président	30/05/2013	06/05/2015	31/12/2017	Non
BANQUE LAYDERNIER	AYMERICH Philippe	Membre	15/09/2016		31/12/2018	Non
	AYMERICH Philippe	Président	15/09/2016		31/12/2018	Non
SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT	AYMERICH Philippe	Membre	24/02/2012	13/05/2016	31/12/2018	Non
	AYMERICH Philippe	Président	24/02/2012	13/05/2016	31/12/2018	Non

DIRECTION GÉNÉRALE

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
CRÉDIT DU NORD	AYMERICH Philippe	Directeur général	11/01/2012	19/05/2017	31/12/2018	Non

OCHONISKY JULIEN

MANDATS EN COURS

FRANCE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE BOURBON	OCHONISKY Julien	Administrateur	09/02/2015		31/12/2020	Non
	OCHONISKY Julien	Président	09/02/2015		31/12/2020	Non

CONSEIL DE SURVEILLANCE

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
DISPONIS	OCHONISKY Julien	Membre	27/03/2015	27/05/2015	31/12/2017	Non
	OCHONISKY Julien	Président	15/06/2015		31/12/2017	Non

DIRECTION

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SOGEFINANCEMENT	OCHONISKY Julien	Directeur général	29/01/2015	25/09/2017	31/12/2020	Non
SOGELEASE FRANCE	OCHONISKY Julien	Directeur général	11/02/2015		31/12/2017	Non
FRANFINANCE LOCATION	OCHONISKY Julien	Président	21/01/2015	09/10/2017	31/12/2017	Non
SAGEMCOM LEASE	OCHONISKY Julien	Président	04/02/2015		31/12/2017	Non
SOLOCVI	OCHONISKY Julien	Président	04/02/2015		31/12/2017	Non
FENWICK LEASE	OCHONISKY Julien	Président	03/02/2015		31/12/2017	Non

DIRECTION GÉNÉRALE

Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
FRANFINANCE	OCHONISKY Julien	Directeur Général Délégué	26/01/2015	04/10/2017	31/12/2021	Non

JACOB-PERON FRÉDÉRIC

MANDATS EXERCÉS

FRANCE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat
FRANFINANCE	JACOB-PERON Frédéric	19/04/2013	Conseil d'administration	Administrateur			22/05/2013	31/12/2018	
	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Direction Générale	Directeur général				31/12/2021	
SOGEFINANCEMENT	JACOB-PERON Frédéric	29/01/2015	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2020	25/09/2017
	JACOB-PERON Frédéric	29/01/2015	Conseil d'administration	Président				31/12/2020	25/09/2017
	JACOB-PERON Frédéric	25/09/2017	Direction	Président				31/12/2020	
SOGELEASE FRANCE	10015 SG FINANCIAL SERVICES HOLDING	24/05/2012	Conseil d'administration	Administrateur	Représentant	JACOB-PERON Frédéric		31/12/2017	
COMPAGNIE FINANCIÈRE DE BOURBON	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2020	
	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Direction Générale	Directeur général	...	JACOB-PERON Frédéric		31/12/2020	
SOCIETE GENERALE GESTION	JACOB-PERON Frédéric	21/02/2013	Conseil d'administration	Administrateur			28/04/2015	31/12/2017	
LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	JACOB-PERON Frédéric	03/10/2017	Conseil de surveillance	Membre				04/10/2021	
SG SERVICES	JACOB-PERON Frédéric	09/11/2012	Direction	Directeur général					14/09/2017
	JACOB-PERON Frédéric	06/11/2012	Conseil d'administration	Membre			30/06/2017	31/12/2019	14/09/2017
CFC SERVICES SAS	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Direction	Président				31/12/2020	
FRANFINANCE LOCATION	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Direction	Directeur général				31/12/2020	
DISPONIS	JACOB-PERON Frédéric	09/10/2017	Direction	Président				31/12/2020	
SOGESSUR	JACOB-PERON Frédéric	10/12/2009	Conseil d'administration	Administrateur			25/06/2015	31/12/2021	04/07/2017

LEBOT DIONY

MANDATS EXERCÉS

FRANCE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
FRANFINANCE	LEBOT Diony	19/04/2017	Conseil d'administration	Administrateur		31/12/2018	19/04/2017	
SOGECAP	LEBOT Diony	06/12/2016	Conseil d'administration	Administrateur		31/12/2019		

LASSEGUES MARTINE						
MANDATS EN COURS						
FRANCE						
CONSEIL D'ADMINISTRATION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
FRANFINANCE	LASSEGUES Martine	Administrateur	09/10/2017		31/12/2021	Non
SG SERVICES	LASSEGUES Martine	Membre	14/09/2017		31/12/2019	Non
DIRECTION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SG SERVICES	LASSEGUES Martine	Directeur général	14/09/2017		31/12/2021	Non
LUXEMBOURG						
CONSEIL D'ADMINISTRATION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SOGÉLIFE	LASSEGUES Martine	Administrateur	12/04/2002	29/04/2014	31/12/2019	Non

DE SAIVRE ODILE						
MANDATS EN COURS						
ETATS-UNIS D'AMERIQUE						
CONSEIL D'ADMINISTRATION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SG EQUIPMENT FINANCE USA CORP.	de SAIVRE Odile	Administrateur	16/10/2017		Illimité	Oui
FRANCE						
CONSEIL D'ADMINISTRATION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
FRANFINANCE	de SAIVRE Odile	Administrateur	04/10/2017		31/12/2018	Non
DIRECTION GÉNÉRALE						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SOCIETE GENERALE EQUIPMENT FINANCE S.A.	de SAIVRE Odile	Directeur Général Délégué	03/07/2017		31/12/2020	Non
ITALIE						
CONSEIL D'ADMINISTRATION						
Société	Mandataire	Fonction	Prise d'effet	Renouv	Echeance	Illimité
SG EQUIPMENT FINANCE ITALY S.P.A.	de SAIVRE Odile	Administrateur	01/09/2017		31/12/2019	Non
	de SAIVRE Odile	Administrateur délégué	01/09/2017		31/12/2019	Non
SG LEASING SPA	de SAIVRE Odile	Président	26/09/2017		31/12/2018	Non
FRAER LEASING SPA	de SAIVRE Odile	Président	29/09/2017		31/12/2017	Non
SG EQUIPMENT FINANCE ITALY S.P.A.	de SAIVRE Odile	Président	01/09/2017		31/12/2019	Non

DUCHOLET MARIE-CHRISTINE

MANDATS EXERCÉS

ALLEMAGNE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
GEFA BANK GMBH	DUCHOLET Marie-Christine	09/05/2012	Conseil de surveillance	Membre			25/05/2016	31/12/2020	22/11/2017	
SG EQUIPMENT FINANCE INTERNATIONAL GMBH	DUCHOLET Marie-Christine	21/09/2011	Gérance	Gérant non associé					14/02/2018	

BELGIQUE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
LEASEUROPE Fédération Européenne des Associations des Etablissements de Leasing	DUCHOLET Marie-Christine	01/11/2014	Conseil d'administration	Administrateur					05/10/2017	

BRESIL

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG EQUIPMENT FINANCE S.A. ARRENDAMENTO MERCANTIL	DUCHOLET Marie-Christine	05/06/2012	Conseil d'administration	Administrateur			25/04/2016	31/12/2018	11/12/2017	
	DUCHOLET Marie-Christine	05/06/2012	Conseil d'administration	Président			31/03/2017	31/12/2018	11/12/2017	

ESPAGNE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG EQUIPMENT FINANCE IBERIA, E.F.C, S.A.	DUCHOLET Marie-Christine	30/03/2012	Conseil d'administration	Président			17/04/2017	16/04/2022		

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG EQUIPMENT FINANCE USA CORP.	DUCHOLET Marie-Christine	03/10/2011	Conseil d'administration	Président					16/10/2017	
	DUCHOLET Marie-Christine	16/06/2011	Conseil d'administration	Administrateur					16/10/2017	

FRANCE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SOGESSUR	DUCHOLET Marie-Christine	04/07/2017	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2022		
FRANFINANCE	DUCHOLET Marie-Christine	24/05/2011	Conseil d'administration	Administrateur			22/05/2013	31/12/2018	04/10/2017	
SOGEPROM	DUCHOLET Marie-Christine	16/09/2014	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2019		
SOGEFINANCEMENT	DUCHOLET Marie-Christine	25/09/2017	Conseil d'administration	Président				31/12/2020		
	DUCHOLET Marie-Christine	25/09/2017	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2020		
SOGELEASE FRANCE	DUCHOLET Marie-Christine	24/05/2012	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2017		
SOCIETE GENERALE EQUIPMENT FINANCE S.A.	DUCHOLET Marie-Christine	24/10/2011	Conseil d'administration	Administrateur				31/12/2016	14/06/2017	
Fondation d'Entreprise Société Générale pour la Solidarité	DUCHOLET Marie-Christine	13/11/2015	Conseil d'administration	Administrateur				31/05/2018		
SOCIETE GENERALE EQUIPMENT FINANCE S.A.	DUCHOLET Marie-Christine	21/09/2011	Direction Générale	Directeur général			12/06/2013	31/12/2016	14/06/2017	

HONGRIE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG EQUIPMENT FINANCE HUNGARY ZRT	DUCHOLET Marie-Christine	10/02/2015	Conseil de surveillance	Membre				10/02/2020		
SG EQUIPMENT FINANCE HUNGARY ZRT	DUCHOLET Marie-Christine	10/02/2015	Conseil de surveillance	Président				10/02/2020		
SG EQUIPMENT LEASING HUNGARY LTD	DUCHOLET Marie-Christine	10/02/2015	Conseil de surveillance (Hongrie)	Membre				10/02/2020		
SG EQUIPMENT LEASING HUNGARY LTD	DUCHOLET Marie-Christine	10/02/2015	Conseil de surveillance (Hongrie)	Président				10/02/2020		

ITALIE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG LEASING SPA	DUCHOLET Marie-Christine	01/12/2014	Conseil d'administration	Président			05/04/2016	31/12/2018	26/09/2017	
SG LEASING SPA	DUCHOLET Marie-Christine	30/11/2011	Conseil d'administration	Administrateur			05/04/2016	31/12/2018	26/09/2017	
FRAER LEASING SPA	DUCHOLET Marie-Christine	10/04/2015	Conseil d'administration	Président				31/12/2017	29/09/2017	
FRAER LEASING SPA	DUCHOLET Marie-Christine	28/11/2014	Conseil d'administration	Administrateur			10/04/2015	31/12/2017	29/09/2017	
SG FACTORING SPA	DUCHOLET Marie-Christine	10/03/2015	Conseil d'administration	Administrateur			20/04/2016	27/09/2017	27/09/2017	
SG EQUIPMENT FINANCE ITALY S.P.A.	DUCHOLET Marie-Christine	01/12/2014	Conseil d'administration	Président				31/12/2019	01/09/2017	
	DUCHOLET Marie-Christine	14/12/2011	Conseil d'administration	Administrateur			27/04/2017	31/12/2019	01/09/2017	

NORVEGE

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
SG FINANS AS	DUCHOLET Marie-Christine	19/09/2011	Conseil d'administration	Administrateur			28/03/2017	27/03/2019	04/07/2017	
	DUCHOLET Marie-Christine	22/09/2011	Conseil d'administration	Président			28/03/2017	27/03/2019	04/07/2017	

RUSSIE(FEDERATION DE)

Société	Mandataire	Prise d'effet	Organe	Fonction	Type de représentant	Représentant	Renouv	Echeance	Fin Mandat	Fin Rep.
PJSC ROSBANK	DUCHOLET Marie-Christine	25/06/2014	Conseil d'administration ou de	Membre			29/06/2017	29/06/2018		

DUMAS CLAIRE					
MANDATS EN COURS					
FRANCE					
CONSEIL D'ADMINISTRATION					
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Renouv**	**Echeance**
BOURSORAMA SA	DUMAS Claire	Administrateur	28/10/2014	19/05/2017	31/12/2020
BPIFRANCE FINANCEMENT	DUMAS Claire	Administrateur	09/05/2016		31/12/2017
SOCIETE GENERALE SFH	DUMAS Claire	Administrateur	19/12/2014	17/05/2017	31/12/2020
Société Générale SCF	DUMAS Claire	Administrateur	19/12/2014		31/12/2018
SOCIETE GENERALE SFH	DUMAS Claire	Président	19/12/2014	17/05/2017	31/12/2020
Société Générale SCF	DUMAS Claire	Président	19/12/2014		31/12/2018
REPRÉSENTATIONS EN COURS DE MANDATS DÉTENUS					
FRANCE					
CONSEIL D'ADMINISTRATION					
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Nomination**
FRANFINANCE	SG FINANCIAL SERVICES HOLDING	Administrateur	Représentant	DUMAS Claire	23/10/2014

PENET-GROBON ANNE					
MANDATS EN COURS					
FRANCE					
CONSEIL D'ADMINISTRATION					
Société	**Mandataire**	**Fonction**	**Prise d'effet**	**Renouv**	**Echeance**
FRANFINANCE	PENET-GROBON Anne	Administrateur	06/04/2017		21/12/2020

GUILLAUMIN CAROLINE								
MANDATS EXERCÉS								
FRANCE								
Société	**Mandataire**	**Prise d'effet**	**Organe**	**Fonction**	**Type de représentant**	**Représentant**	**Renouv**	**Echeance**
FRANFINANCE	GUILLAUMIN Caroline	08/03/2011	Conseil d'administration	Administrateur			27/05/2016	31/12/2021
BOURSORAMA SA	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	17/11/1995	Conseil d'administration	Administrateur	Représentant	GUILLAUMIN Caroline	27/05/2016	31/12/2021

Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales

Aucune nouvelle convention n'est intervenue sur l'exercice 2017.

Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'assemblée générale des actionnaires pour les augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2 du code de commerce, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice

NEANT

Choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce

La direction générale de la société est assumée par une personne physique distincte du Président du conseil d'administration. Le Directeur général est nommée par le conseil d'administration.

17 - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31/12/2017

En date du 28/02/2018, Franfinance a acquis auprès du groupe CEGEDIM pour le prix de 57.5 M€ la totalité des titres des sociétés CEGELEASE et EUROFARMAT. Leur activité porte principalement sur le financement des officines pharmaceutiques et des professionnels de la santé, via la location financière et le crédit-bail adossé.

L'exercice 2018 sera consacré à l'intégration des deux sociétés dans le groupe Franfinance ainsi qu'à leur nouveau développement commercial.

18 - PERSPECTIVES D'AVENIR

La Banque de France publie une prévision de croissance pour 2018 de 1,9%, ce taux étant porté par l'investissement des entreprises et par des créations d'emplois à la hausse donc une baisse du chômage.

Dans ce contexte, Franfinance devra capitaliser sur les partenariats existants, sur le développement des synergies avec le groupe Société Générale, et maintenir la maîtrise du risque et des frais de gestion comme ce fût le cas en 2017.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Exemplaire Greffe

Franfinance

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

DELOITTE & ASSOCIES
185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de € 1.723.040
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense Cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Franfinance

Exercice clos le 31 décembre 2017

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Franfinance,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Franfinance relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné dans la note 2 bis de l'annexe aux comptes annuels, votre société constitue des dépréciations destinées à couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

- **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 9 mai 2018

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES	ERNST & YOUNG Audit
Jean-Marc Mickeler	Vincent Roty

FRANFINANCE

COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2017

SOMMAIRE

	PAGE
BILAN ACTIF	1
BILAN PASSIF	2
HORS BILAN	3
COMPTE DE RESULTAT	4
REGLES ET METHODES COMPTABLES	5 à 10
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES AU BILAN	11 à 24
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES AU HORS BILAN	25 à 26
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES AU COMPTE DE RESULTAT	27 à 34
EMPLOIS ET RESSOURCES PAR ECHEANCE	35 à 36
INFORMATIONS SUR LES ENTREPRISES LIEES	37
INFORMATIONS SUR LES FILIALES ET PARTICIPATIONS	38 à 39
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIES PROFESSIONNELLES	40

FRANFINANCE

BILAN SOCIAL 2017
(en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP		
Créances sur les établissements de crédit (Notes 1 et 27)	219 500	746 083
Opérations avec la clientèle (Notes 2, 2 bis et 27)	2 472 169	2 503 283
Participations et autres titres détenus à long terme (Note 3)	2 159	2 159
Parts dans les entreprises liées (Note 4)	263 608	262 213
Opérations de crédit-bail et opérations assimilées (Note 5)	354 475	351 902
Opérations de location simple		
Immobilisations incorporelles (Notes 6 et 6 bis)	6 865	7 795
Immobilisations corporelles (Notes 6 et 6 bis)	10	10
Autres actifs (Note 7)	13 724	22 069
Comptes de régularisation (Note 8)	10 307	10 838
TOTAL ACTIF	3 342 816	3 906 350

FRANFINANCE

BILAN SOCIAL 2017
(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP		
Dettes envers les établissements de crédit (Notes 9 et 28)	2 369 302	2 308 660
Opérations avec la clientèle (Notes 10 et 28)	13 700	11 262
Dettes représentées par un titre (Notes 11 et 28)	658 480	1 249 014
Autres passifs (Note 12)	36 982	62 510
Comptes de régularisation (Note 13)	46 131	45 113
Provisions (Note 14)	15 730	19 770
Capital souscrit (Note 15)	31 358	31 358
Primes d'émission (Note 15)	91 495	91 495
Réserves (Note 15)	9 277	9 277
Subvention d'investissement (Note 15)	522	597
Report à nouveau (Note 15)	22 418	20 730
Résultat de l'exercice (+/-) (Note 15)	47 422	56 564
TOTAL PASSIF	3 342 816	3 906 350

FRANFINANCE

HORS BILAN 2017

(en milliers d'euros)

ENGAGEMENTS DONNES	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement donnés (Note 16)	753 159	841 275
Engagements de garantie donnés (Note 16)	26 429	21 768
Engagements sur titres donnés (Note 16)	0	0
TOTAL	779 588	863 043

ENGAGEMENTS RECUS	31/12/2017	31/12/2016
Engagements de financement reçus (Note 17)	411 857	312 376
Engagements de garantie reçus (Note 17)	193 065	186 141
TOTAL	604 922	498 517

FRANFINANCE

COMPTE DE RESULTAT 2017
(en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
+ **Intérêts et produits assimilés (Note 18)**	**113 850**	**122 544**
+ Opérations avec les établissements de crédit	47	681
+ Opérations avec la clientèle	113 803	121 863
- **Intérêts et charges assimilés (Note 18)**	**(14 853)**	**(25 312)**
- Opérations avec les établissements de crédit	(16 231)	(24 940)
- Opérations avec la clientèle	(26)	(20)
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 404	(352)
+ **Produits sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)**	**185 500**	**201 025**
- **Charges sur opérations de crédit-bail et location avec option d'achat (Note 19)**	**(175 122)**	**(175 695)**
+ **Produits sur opérations de location simple (Note 19)**		
- **Charges sur opérations de location simple (Note 19)**		
+ **Revenu des titres à revenu variable (Note 20)**	**26 053**	**29 334**
+ **Commissions : produits (Note 19bis)**	**31 423**	**32 033**
- **Commissions - charges (Note 19bis)**	**(3 951)**	**(4 037)**
+ **Gains sur opérations financières**		**224**
- **Pertes sur opérations financières**	**(705)**	
Produits et charges d'exploitation bancaire	**162 195**	**180 117**
+ **Autres produits d'exploitation (Note 21)**	**47 460**	**46 605**
- **Autres charges d'exploitation (Note 21)**	**(3 921)**	**(9 431)**
Autres produits et charges ordinaires	**43 539**	**37 173**
PRODUIT NET BANCAIRE	**205 734**	**217 290**
- **Charges générales d'exploitation (Note 22)**	**(115 625)**	**(121 378)**
- Frais de personnel	(65 032)	(65 751)
- Autres frais administratifs	(50 592)	(55 627)
- **Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles**	**(2 559)**	**(2 626)**
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**87 550**	**93 286**
+/- **Coût du risque (Note 23)**	**(25 799)**	**(26 619)**
RESULTAT D'EXPLOITATION	**61 751**	**66 667**
+ **Gains ou pertes sur actifs immobilisés (Note 24)**	**1 395**	**62**
+/- RESULTAT ORDINAIRE AVANT IMPÔT	**63 146**	**66 729**
+/-**Résultat exceptionnel**		
Impôt sur les bénéfices (Note 26)	**(15 724)**	**(10 166)**
+/- RESULTAT DE L'EXERCICE	**47 422**	**56 564**

Note 1 - Créances sur les établissements de crédit

en milliers d'euros	2017	2016
Créances à vue	94 257	29 586
Créances à terme (1)	125 245	716 490
Créances rattachées	(3)	7
Total	**219 500**	**746 083**

(1) dont prêts à la SOCIETE GENERALE pour 116 245 K€

Note 2 - Opérations avec la clientèle

en milliers d'euros	2017			2016		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Autres concours à la clientèle :	2 668 440	199 075	2 469 365	2 697 142	196 411	2 500 731
Crédits de trésorerie	2 195 282		2 195 282	2 208 465		2 208 465
Crédits à l'équipement	93 394		93 394	88 140		88 140
Créances rattachées	21 139		21 139	19 635		19 635
Créances douteuses (1)	208 814	103 157	105 657	223 000	97 678	125 322
Créances douteuses compromises	149 810	95 918	53 892	157 902	98 733	59 169
Comptes ordinaires débiteurs	2 804	0	2 804	2 551	0	2 551
Comptes ordinaires débiteurs	2 804		2 804	2 551		2 551
Créances rattachées			0			0
Total	**2 671 244**	**199 075**	**2 472 169**	**2 699 693**	**196 411**	**2 503 282**

(1) Incluant les saisines de surendettement et les impayés depuis plus de 2 mois

Note 2 bis - Dépréciations des créances douteuses sur la clientèle

en milliers d'euros	2016	dotations	reprises	2017
Créances douteuses (1)	97 678	88 699	83 221	103 157
Créances douteuses compromises(2)	98 733	81 949	84 763	95 918
Total	**196 410**	**170 648**	**167 984**	**199 075**

(1) le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2017 s'élève à 48 229 K€ contre 51 007 K€ en 2016
(2) la dépréciation calculée sur base individuelle s'élève à 667 K€ au 31/12/2017 contre 920 K€ en 2016 et ne concerne que les crédits à l'équipement de l'activité entreprises.

Note 3 - Participations

en milliers d'euros	2017	2016
Etablissements de crédit	537	537
Autres	1 621	1 621
Total Brut	2 159	2 159
Dépréciations	0	0
Total Net	**2 159**	**2 159**

Note 4 - Parts dans les entreprises liées

en milliers d'euros	2017	2016
Parts dans des sociétés financières	25 400	25 400
Parts dans des sociétés commerciales	247 263	247 263
Total Brut	272 663	272 663
Dépréciations	9 056	10 450
Total Net	**263 608**	**262 213**

Note 5 - Opérations de crédit-bail et de location assimilées

en milliers d'euros	Brut 31/12/2016	Acquisitions et autres	Cessions et autres variations	Brut 31/12/2017	Amortissements et Dépréciations	Valeur nette Comptable 31/12/2017
Crédit bail mobilier et LOA	872 438	391 121	443 806	819 753	471 883	347 870
Créances rattachées	2 936	455	0	3 391		3 391
Créances douteuses	76	11 459		11 535	9 370	2 165
Créances douteuses compromises	39 301		28 790	10 511	9 462	1 048
Total	**914 750**	**403 036**	**472 596**	**845 190**	**490 715**	**354 475**

Note 5 - Amortissements et dépréciations sur opérations de crédit-bail et de location assimilées

en milliers d'euros	Amortissements et Dépréciations 31/12/2016	Dotations amortissements		Dotations aux dépréciations	Reprises Amortissements et dépréciations	Amortissements et Dépréciations 31/12/2017
		Linéaires	Dégressives			
Crédit bail mobilier et LOA	528 862		164 030		221 009	471 883
Dépréciation des immobilisations temporairement non louées						
Créances douteuses	4			9 370	4	9 370
Créances douteuses compromises (1) (2)	33 982			9 462	33 982	9 462
Total (2)	**562 848**	**0**	**164 030**	**18 832**	**254 995**	**490 715**

(1) le montant des pertes constatées au titre de l'exercice 2017 s'élève à 17 256 K€ contre 19 980 K€ au 31/12/2016
(2) la dépréciation calculée sur base individuelle s'élève à 16,2 M€ au 31/12/2017 contre 28,3 M€ au 31/12/2016

Note 6 - Immobilisations incorporelles et corporelles

en milliers d'euros	Brut 31/12/2016	Acquisitions	Cessions	Brut 31/12/2017	Amortissements	Valeur nette Comptable 31/12/17
Immobilisations incorporelles	26 578	1 630		28 208	21 343	6 865
Immobilisations corporelles	101			101	91	10
Total	**26 679**	**1 630**	**0**	**28 309**	**21 434**	**6 875**

Note 6 bis - Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

en milliers d'euros	Amortissements 31/12/2016	Dotations	Reprises	Amortissements 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	18 783	2 559		21 343
Immobilisations corporelles	91			91
Total	**18 875**	**2 559**	**0**	**21 434**

Note 7 - Autres actifs

en milliers d'euros	2017	2016
Fournisseurs	176	333
Etat, impôts et taxes	484	3 519
Groupe et associés	7 860	6 297
Débiteurs divers	5 204	11 920
Total	**13 724**	**22 069**

Note 8 - Comptes de régularisation

en milliers d'euros	2017	2016
Produits à recevoir	10 228	10 750
Charges constatées d'avance et divers	79	88
Total	**10 307**	**10 838**

Note 9 - Dettes envers les établissements de crédit

en milliers d'euros	2017	2016
Dettes à vue	17 352	17 446
Dettes à terme (1)	2 345 676	2 282 595
Dettes rattachées	6 275	8 619
Total	**2 369 302**	**2 308 660**

(1) emprunts auprès de la SOCIETE GENERALE pour 2 340 676 K€.

Note 10 - Opérations avec la clientèle

en milliers d'euros	2017	2016
Autres dettes à vue	13 700	11 262
Autres dettes à terme	0	0
Dettes rattachées	0	0
Total	**13 700**	**11 262**

Note 11 - Dettes représentées par un titre

en milliers d'euros	2017	2016
Titres de marché interbancaire et titres de créances négociables	658 500	1 249 000
Dettes rattachées	-20	14
Total	**658 480**	**1 249 014**

Note 12 - Autres passifs

en milliers d'euros	2017	2016
Dettes Fournisseurs hors groupe	2 322	35 380
Fournisseurs, effets à payer	0	0
Etat, impôts et taxes	6 550	5 532
Organismes sociaux	2 387	976
Dépôts de garantie	35	0
Assurances	1 993	1 976
Groupe et associés	16 197	10 763
Créditeurs divers	3 306	3 840
Personnel	4 191	4 043
Total	**36 982**	**62 510**

Note 13 - Comptes de régularisation

en milliers d'euros	2017	2016
Produits constatés d'avance	19 855	19 898
Charges à payer frais généraux	13 811	13 532
Provision pour congés payés	2 899	2 831
Autres provisions pour charge de personnel (1)	3 471	3 258
Provision pour participation	2 296	1 039
Provision pour intéressement	531	1 717
Divers	3 267	2 838
Total	**46 131**	**45 113**

(1) dont : 2,1 M€ de provision sur rémunérations variables et 1,3 M€ pour le Compte Epargne Temps

Note 14 - Provisions

en milliers d'euros	2016	DOTATION	REPRISE	Mouvement de Réévaluation	2017
Provisions pour avantages sociaux (1)	8 116	330	213		8 233
Autres provisions (2)	11 654	1 624	5 781		7 497
Total	**19 770**	**1 954**	**5 994**	**0**	**15 730**

(1) Les provisions pour avantages sociaux intègrent :

- une provision de 6 314 K€ au 31/12/2017 contre 6 254 K€ au 31/12/2016 pour couvrir les indemnités de fin de carrière.
- une provision de 1 919 K€ au 31/12/2017 contre 1 862 K€ au 31/12/2016 pour couvrir les médailles du travail.

Les provisions ont été évaluées par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées :
- pour les médailles du travail, le taux d'actualisation retenu est de 1,10% contre 0,80% en 2016
- pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu sur la France se stabilise entre 2016 et 2017 à 1,30%

Note 15 - Les capitaux propres

en milliers d'euros	31/12/2016	Résultat de l'exercice	Affectation du résultat (3)	Autres variations	31/12/2017
Capital (1)	31 358				31 358
Primes d'émission	91 495				91 495
Réserve légale	3 136				3 136
Réserves réglementées	0				0
Réserves ordinaires	6 141				6 141
Subvention d'investissement	597			-75	522
Report à nouveau (2)	20 730		1 688		22 418
Résultat (3)	56 564	47 422	-56 564		47 422
Total	**210 021**	**47 422**	**(54 876)**	**(75)**	**202 491**

(1) Le capital social de FRANFINANCE, composé de 1 959 861 actions au nominal de 16 €, est détenu par :
* SG Financial Services Holding à hauteur de 99,99%, soit 1 959 608 actions
* Franfinance Location à hauteur de 138 actions
* d'autres actionnaires personnes morales pour 1 action
* des actionnaires personnes physiques pour 114 actions

(2)(3) L'assemblée générale du 31/05/2017 a décidé de distribuer un dividende de 28,00 € par action soit 54 876 K€ et d'affecter en report à nouveau 22 418 K€

Proposition d'affectation du résultat 2017

en milliers d'euros	31/12/2017	Proposition d'affectation du résultat 2017	Solde après affectation du résultat
Capital	31 358		31 358
Primes d'émission	91 495		91 495
Réserve légale	3 136		3 136
Réserves réglementées	0		0
Réserves ordinaires	6 141		6 141
Subvention d'investissement	522		522
Report à nouveau (1)	22 418	385	22 803
Résultat (2)	47 422	-47 422	0
Total	**202 491**	**-47 037**	**155 454**

(1)(2) La proposition d'affectation du résultat 2017 consiste en une distribution de dividende à hauteur de 24 € par action, soit 47 037 K€, ce qui portera le Report à nouveau à 22 803 K€

Note 16 : Engagements donnés

Engagements donnés						
Catégories d'engagements (en KEUR)	Au profit de				Autres	Total 31/12/2017
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financement						
Engagements en faveur de la clientèle :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0	742 786	742 786
- Engagements sur opérations de CB	0	0	0	0	10 373	10 373
Engagements de garantie						
En faveur d'établissements de crédit :						
- Engagements sur opérations de crédit	0	0	0	0	0	0
- Engagements sur opérations de CB (1)	0	0	0		26 429	26 429
Engagements sur titres :	0	0	0	0	0	0
Total	**0**	**0**	**0**	**0**	**779 588**	**779 588**

(1) Engagements donnés en faveur de La Banque Postale Crédit Entreprise
dont 276k€ d'engagements douteux

en milliers d'euros Durée restant à courir	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement	753 159	0	0	753 159
Engagements de garantie :	8 686	16 715	1 028	26 429
Engagements sur titres :	0	0	0	0
Total	761 845	16 715	1 028	779 588

Note 17 : Engagements reçus

Engagements reçus						
Catégories d'engagements (en KEUR)	Accordés par				Autres	Total 31/12/2017
	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres Entreprises Liées		
Engagements de financement : (1)	0	0	0	411 857	0	411 857
Engagements de garantie :						
- Garanties reçues sur les opérations de CB	0	0	0	39 679	0	39 679
- Garanties autres (2)	0	0	0	153 386	0	153 386
Total	**0**	**0**	**0**	**604 922**	**0**	**604 922**

(1) dont 305M€ d'accord de refinancement SG

(2) dont : 858 K€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur les opérations ECS arrivant à échéance au 31/12/2017
et 152 527 K€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur le Vendor Desk

en milliers d'euros Durée restant à courir	Moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Engagements de financement :	335 944	75 913		411 857
Engagements de garantie :	128 310	61 806	2 949	193 065
Total	**464 254**	**137 719**	**2 949**	**604 922**

Note 18 - Produits et charges d'intérêts en milliers d'euros

Etablissements de crédits	2017	2016
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit	47	681
Total des produits	**47**	**681**
Opérations avec les banques centrales, les Comptes chèques Postaux et les établissements de crédit (1)	(16 231)	(24 940)
Titres et valeurs donnés en pension		
Total des charges	**(16 231)**	**(24 940)**

(1) Dont intérêts courus à payer en 2017: 6 275 K€

Opérations avec la clientèle	2017	2016
Concours à la clientèle (2)	113 803	121 863
Total des produits	**113 803**	**121 863**
Intérêts sur emprunts clientèle non financière	(26)	(20)
Total des charges	**(26)**	**(20)**

(2) Dont intérêts courus à recevoir en 2017: 2 962 K€

Obligations et titres à revenu fixe	2017	2016
TCN émis (1)	1 404	(352)
Total des charges	**1 404**	**(352)**

(1) Dont intérêts courus à recevoir en 2017 : -20 K€

Total des produits	**113 850**	**122 544**
Total des charges	**(14 853)**	**(25 312)**
Produits nets d'intérêt	**98 998**	**97 232**

Note 19 - Produits et charges sur opérations de crédit-bail et de location simple

en milliers d'euros	2017	2016
Crédit-bail mobilier et assimilé	185 500	201 025
Location simple	0	0
Total des produits	**185 500**	**201 025**

en milliers d'euros	2017	2016
Crédit-bail mobilier et assimilé	(175 122)	(175 695)
Location simple	0	0
Total des charges	**(175 122)**	**(175 695)**

Produits nets sur opérations de crédit-bail et location simple	**10 377**	**25 330**

Note 19 bis - Commissions

en milliers d'euros	2017	2016
Produits	31 423	32 033
Charges (1)	(3 951)	(4 037)
Produits nets des commissions	**27 472**	**27 996**

(1) dont 2 220 K€ de commissions versées en 2017 à SG et SGEF dans le cadre de la convention Vendor Desk contre 2 410 K€ en 2016.

Note 20 - Ventilation des revenus des titres à revenu variable

en milliers d'euros	2017	2016
Revenus sur titres de participations et titres détenus à long terme - 22 031 K€ de dividendes reçus de SOGEFINANCEMENT en 2017 contre 19 775 K€ en 2016 - 568 K€ de part de résultat de la SCI AUXIMMO en 2017 contre 657 K€ en 2016 - 1 460 K€ de dividendes reçus de la COMPAGNIE FINANCIERE DE BOURBON en 2017 contre 1 690 K€ en 2016 - 800 K€ de dividendes reçus de SOLOCVI en 2017 contre 6 500 K€ en 2016 - 1 193 K€ de dividendes reçus de SGEF IBERIA en 2017 contre 712 K€ en 2016	26 053	29 334
Total	**26 053**	**29 334**

Note 21 - Autres produits et charges d'exploitation

en milliers d'euros	2017	2016
Refacturations à SGEF SA	1 730	1 733
Refacturations à STARLEASE	2 379	2 533
Refacturations à SOGEFINANCEMENT	2 520	2 542
Refacturations à SOGELEASE	3 721	3 830
Refacturations à FENWICK	3 114	2 842
Refacturations à SOCIETE GENERALE	4 659	4 973
Refacturations à FRANFINANCE LOCATION	15 483	15 570
Refacturations à LA BANQUE POSTALE FINANCEMENT	1 756	976
Autres produits	12 097	11 605
Sous-total Produits	**47 460**	**46 605**
Autres charges	**(3 921)**	**(9 431)**
Autres produits nets d'exploitation	**43 539**	**37 173**

Note 22 - Charges générales d'exploitation

En milliers d'euros

Frais de personnel	2017	2016
Rémunération du personnel	(40 357)	(39 944)
Charges sociales et fiscales (1)	(21 866)	(23 158)
Participation et Intéressement	(2 809)	(2 649)
Total	**(65 032)**	**(65 751)**

(1) le montant des cotisations définies versées au titre de l'assurance vieillesse obligatoire et des régimes de retraite nationaux s'élève à 6 897 K€ en 2017 contre 6 976 K€ en 2016.

Autres frais administratifs	2017	2016
Impôts et taxes	(2 543)	(2 457)
Locations et charges locatives	(11)	(27)
Honoraires	(6 634)	(5 502)
Affranchissement, téléphone	(3 468)	(4 101)
Taxe sur le chiffre d'affaires non récupérable	(4 812)	(5 583)
Refacturation groupe (2)	(30 508)	(35 556)
Frais de publicités, missions et réceptions	(1 907)	(1 542)
Frais de gestion bases de données risque et recouvrement	(3 657)	(3 713)
Autres	2 947	2 855
Total	**(50 592)**	**(55 627)**

(2) dont 22,9 M€ refacturés par FRANFINANCE LOCATION en 2017 contre 28,4 M€ en 2016.

Note 23 - Coût du risque

en milliers d'euros	2017		2016	
	sur créances	s/ opérations Hors Bilan	sur créances	s/ opérations Hors Bilan
Pertes				
- sur créances compromises clientèle	(32 134)	0	(32 639)	0
- sur créances non compromises clientèle	(33 351)	0	(38 348)	0
Dotations aux dépréciations sur clients	(193 412)	0	(201 081)	0
Reprises de dépréciations				
- sur créances compromises clientèle (1)	104 322	0	123 471	0
- sur créances non compromises clientèle (1)	107 794	0	110 021	0
Récupérations sur créances amorties (2)	20 983	0	11 958	0
Total Coût du Risque	**(25 799)**	**0**	**(26 619)**	**0**

(1) Conformément au livret II - Titre 2 - art 2231-3 du règlement 2014-07 de l'Autorité des normes comptables, la reprise de dépréciation liée au passage du temps a été comptabilisée en coût du risque pour 12,9M€ en 2017 contre 14,3M€ en 2016.

(2) En date du 17/03/2017, Franfinance a cédé à la société INTRUM JUSTITIA DEBT FINANCE un portefeuille de créances clientèle constitué de prêts personnels et de crédits renouvelables. Ces créances, d'une valeur brute de 83.765 K€, et passées en pertes lors d'exercices antérieurs, ont été vendues pour 7.625 K€.

Note 24 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

en milliers d'euros	2017	2016
Dépréciations sur immobilisations financières :	1 395	4
- Dotations aux dépréciations	0	0
- Reprises de dépréciations (1)	1 395	4
Plus et moins-values de cessions :	0	59
- Plus-values sur immobilisations financières	0	0
- Plus-values sur immobilisations corporelles (2)	0	362
- Moins-values sur immobilisations incorporelles (3)	0	(303)
Total	**1 395**	**62**

(1) Reprise de dépréciations des titres Disponis et CFCS

(2) plus-values sur cessions appartements Créteil et Choisy

(3) moins-values sur cessions droit au bail

Note 25 - Produits et charges exceptionnels

en milliers d'euros	2017	2016
NEANT		
Total produits	-	-
NEANT		
Total charges	-	-

Note 26 - Impôt sur les bénéfices

en milliers d'euros	2017	2016
Charge fiscale courante	(15 759)	(10 166)
Prov risques & charges contrôle fiscal	34	
Charge d'impôt différée		
Total	**(15 724)**	**(10 166)**

La société est intégrée fiscalement dans le groupe Société Générale. Son résultat fiscal est de 45 992 m€.
Du fait de l'intégration fiscale, une dette de 14 294 m€ envers la société mère a été comptabilisée au bilan par contrepartie du résultat.

Répartition (en milliers d'euros)	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	63 146	(15 724)	47 422
Résultat exceptionnel		0	0
Total	**63 146**	**(15 724)**	**47 422**

Le taux normal d'IS en 2017 est de 33 1/3 % auquel s'ajoute la contribution sociale de 3,3%
Le taux théorique d'impôt sur l'activité en France ressort à 34,43% en 2017

Note 27 - Emplois ventilés selon la durée restant à courir

en milliers d'euros Emplois	De 0 mois à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	durée Indéterminée	Total
Créances sur les établissements de crédit :	182 255	37 244	0	0	0	219 500
- A vue	94 257	0				94 257
- A terme	88 000	37 245				125 245
- Créances rattachées	-2	0				-3
Créances sur la clientèle :	416 093	729 071	1 141 586	185 419	0	2 472 169
Créances commerciales						
- Autres concours à la clientèle	413 289	729 071	1 141 586	185 419		2 469 365
- Comptes ordinaires débiteurs	2 804	0				2 804
Total	**598 348**	**766 315**	**1 141 586**	**185 419**	**0**	**2 691 669**

Note 28 - Ressources ventilées selon la durée restant à courir

en milliers d'euros Ressources	De 0 mois à 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	durée indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit :	345 449	566 095	1 264 093	193 666	0	2 369 302
- A vue	17 302	50	0	0	0	17 352
- A terme	325 090	562 827	1 264 093	193 666	0	2 345 676
- Dettes rattachées	3 057	3 218	0		0	6 275
Comptes créditeurs de la clientèle :	10 260	397	1 439	1 604	0	13 700
- A vue	10 260	85	239	104	0	10 688
- A terme	0	300	1 200	1 500	0	3 000
- Dettes rattachées	0	13	0	0	0	13
Dettes représentées par un titre :	299 480	359 000	0	0	0	658 480
Total	**655 189**	**925 492**	**1 265 532**	**195 270**	**0**	**3 041 482**

FRANFINANCE

Opérations se rapportant à des entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation

en milliers d'euros Emplois	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Créances sur les sociétés financières (1)	861	
Créances sur la clientèle		
Total (2)	**861**	**0**

(1) Transactions entre FRANFINANCE SA et SOGEFINANCEMENT au 31.12.2017 dans le cadre des conventions réglementées.

en milliers d'euros Ressources	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Dettes envers les sociétés commerciales (1)	560	
Dettes envers les sociétés financières		
Comptes créditeurs de la clientèle		
Total (2)	**560**	**0**

(1) dont 560 K€ de commissions à verser à SGEF relatives au Vendor Desk

en milliers d'euros Hors Bilan	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Engagements reçus (1)	152 527	
Engagements donnés		
Total (2)	**152 527**	**0**

(1) dont 152.527 K€ de garanties de la SOCIETE GENERALE sur le Vendor Desk

(2) Les autres transactions réalisées avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché et ne sont donc pas reprises dans cette note

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en milliers d'euros)

Informations financières / Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de FRANFINANCE SA											
1. Filiales (détenues à plus de 50 %)											
DISPONIS SAS 57-59 avenue de Chatou 92500 RUEIL MALMAISON	23 000	(7 694)	100,00%	18 498	15 556	0	0	1 835	826	0	
COMPAGNIE FINANCIERE DE BOURBON 32 bis rue Claude Chappe BP379 97829 Le port La Réunion	3 450	2 319	100,00%	5 518	5 518	0	0	1 363	1 617	1 460	
SCI AUXIMMO 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	1 591	55	99,81%	1 614	1 614	0	0	248	339	0	
FRANFINANCE LOCATION SA 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	23 088	237 172	100,00%	224 357	224 357	0	0	547 577	(9 883)	0	
SOLOCVI SA 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	3 000	864	100,00%	3 801	3 801	0	0	0	97	800	
SAGEMCOM LEASE 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	4 960	13 602	100,00%	2 006	2 006	0	0	3 404	2 425	0	
FENWICK LEASE 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	5 100	49 366	100,00%	10 311	10 311	0	0	165 268	4 898	0	
KHADAMET S.A. (1) 70 Avenue Mohamed V 1002 TUNIS	226	(283)	89,00%	2 693	0	0	0	-	(2)	0	
CFC SERVICES 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	1 780	-1 157	100,00%	3 636	675	0	0	1 363	92	0	
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)											
SOGEFINANCEMENT 59 Avenue de chatou 92853 RUEIL MALMAISON	2 820	53 864	20,00%	537	537	0	0	343 785	115 254	22 031	
SGEF IBERIA Calle Caleruega, 81, 6a MADRID	9 170	38 895	15,09%	1 384	1 384	0	0	18 619	5 205	1 193	
TASSHIL S.A. (1) (2) 68, Avenue Farhat Hached 1001 TUNIS	81		34,98%	369	0	0	0	0	0	0	

(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2013
(2) En cours de liquidation

FILIALES ET PARTICIPATIONS (en milliers d'euros)

Informations financières / Filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote part du capital détenu (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1 % du capital de FRANFINANCE SA											
1. Filiales non reprises au §A											
a. Filiales françaises											
CONCILIAN SNC 69 Avenue de Flandre 59700 MARCQ EN BAROEUL	15	0	49,00%	7	7	0	0	12 248	749	0	
SGEF SA 59 avenue de Chatou 92850 Rueil-Malmaison			NS	NS	NS	0	0	NS	NS	NS	
b.Filiales étrangères											
ISTIKLASS S.A. (1) 70 Avenue Mohamed V - 2ème Etg 1002 - TUNIS BELVEDERE En cours de liquidation	136	(131)	49,00%	91	0	0	0	0	(6)	0	

(1) les montants présentés sont ceux au 31/12/2013

FRANFINANCE

EFFECTIF AU 31/12/17

Catégories de salariés	2017		2016	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	422	41	415	39
Agents de maîtrise	219		236	0
Techniciens	283	5	290	2
Total	**924**	**46**	**941**	**41**

FRANFINANCE

S.A. au capital de 31 357 776 Euros
Siège social : 59 avenue de Chatou - 92500 RUEIL MALMAISON
719 807 406 R.C.S. NANTERRE

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 28 MAI 2018

Les Actionnaires de FRANFINANCE, société anonyme au capital de 31 357 776 Euros, divisé en 1 959 861 actions de 16 euros nominal chacune, se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire :

Salle de réunion 6ième étage
FRANFINANCE
57-59 avenue de Chatou
92500 Rueil-Malmaison

sur convocation faite suivant lettre recommandée ou portée, adressée à chaque actionnaire quinze jours francs au moins avant l'Assemblée.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par les membres de l'Assemblée en entrant en séance.

Sont présents :

SGFSH, représentée par Patrick SOMMELET, détenant 1 959 608 actions.

FRANFINANCE LOCATION, représentée par Julien OCHONISKY, détenant 138 actions.

SGEF, représentée par Odile de SAIVRE, détenant 1 action.

L'Assemblée est présidée par Laurent GOUTARD, Président du Conseil d'Administration.

Patrick SOMMELET, représentant la société SG FSH et Julien OCHONISKY, représentant la société FRANFINANCE LOCATION, sont appelés comme scrutateurs.

Le bureau ainsi constitué désigne Claire GOIZET comme secrétaire de l'Assemblée.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau permet de constater que les Actionnaires présents ou représentés possèdent 1 959 747 actions, soit 99,99% des actions composant le capital social.

Le quorum requis étant respecté, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée, et peut valablement délibérer sur les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Les Cabinets DELOITTE & ASSOCIES et ERNST & YOUNG Audit, Commissaires aux comptes, sont absents excusés.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- Un exemplaire des statuts de la société ;
- Les doubles des lettres de convocation adressées aux actionnaires ;
- La feuille de présence de l'Assemblée signée par les membres du bureau ;
- Les pouvoirs des actionnaires représentés ;
- La liste des actionnaires ;
- Le bilan, le compte de résultat se rapportant à l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;
- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;

- Les rapports des Commissaires aux comptes ;
- Le texte des résolutions proposées au vote des actionnaires.

Le Président déclare que les documents prévus par la Loi ont été tenus à la disposition des Actionnaires au siège social ou leur ont été adressés, conformément à la Loi, dans les délais légaux.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes et approbation des comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ;
2. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos au 31 décembre 2017 ;
3. Affectation du résultat ;
4. Rappel des dividendes précédents ;
5. Approbation des conventions réglementées ;
6. Renouvellement du mandat d'un administrateur ;
7. Ratification de cooptations de 3 administrateurs ;
8. Quitus aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes ;
9. Pouvoirs pour effectuer les formalités.

A la demande du Président, le Secrétaire de l'Assemblée donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Il est ensuite donné lecture des rapports des Commissaires aux Comptes, puis le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux au 31 décembre 2017 tels qu'ils lui ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale arrête le résultat net après impôt à	47 421 675,52 €
Augmenté du report à nouveau créditeur de.....	22 417 959,32€
Le montant à répartir est de	69 839 634,84 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de répartir le bénéfice de 69 839 634,84 € comme suit :

Distribution d'un dividende de 24 € par action, soit pour 1 959 861 actions.....	47 036 664,00 €
Report à nouveau d'un montant de.....	22 802 970,84 €

Le dividende attribué aux actionnaires personnes physiques est éligible à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158-3 du Code Général des Impôts. En revanche, le dividende attribué aux actionnaires personnes morales n'est pas éligible à cet abattement.
Le dividende sera mis en paiement au plus tard le 30 juin 2018.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de ce que, le montant du dividende mis en distribution, au titre des années précédentes, ont été les suivants :

- Exercice 2014 : 23,00€
- Exercice 2015 : 25,00€
- Exercice 2016 : 28,00€

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate qu'aux termes du rapport spécial des Commissaires aux Comptes que ceux-ci n'ont pas été avisés de la signature de nouvelle convention entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constatant que le mandat d'administrateur de Philippe AYMERICH arrive à expiration ce jour, décide de le renouveler pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de ratifier les cooptations de :

- Martine LASSEGUES, en remplacement de Gérard TOUATI, pour une durée restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'exercice clos au 31/12/2021.

- Odile de SAIVRE, en remplacement de Marie-Christine DUCHOLET, pour une durée restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale de l'exercice clos au 31/12/2018.

- Pascale MOREAU en remplacement de Caroline GUILLAUMIN, pour une durée restant à courir de son prédécesseur, soit jusqu'à l'assemblée générale de l'exercice clos au 31/12/2021.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion, aux Administrateurs et aux Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2017.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

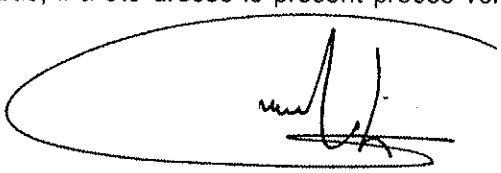
NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits de procès-verbal constatant ces délibérations pour effectuer toutes formalités de publicité et de dépôt prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10 heures.

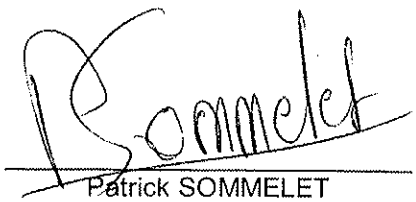
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les membres du bureau.



Laurent GOUTARD
Président du Conseil d'Administration



Julien OCHONISKY
Représentant FRANFINANCE LOCATION
Scrutateur



Patrick SOMMELET
Représentant SG FSH
Scrutateur